

LISTE DES ABREVIATIONS

DTS : Droit de Tirage Spéciaux

IDE : Investissements Directs Etrangers

JIRAMA : Jiro sy Rano Malagasy

OAL : Ordres d'Accès Limités

OAO : Ordres d'Accès Ouvert

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

PIB : Produit Intérieur Brut

SA : Société Anonyme

Rapport-gratuit.com 
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	I
LISTE DES ABREVIATIONS.....	II
SOMMAIRE.....	III
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : LES ECONOMISTES INSTITUTIONNALISTES ET LEURS PRINCIPES DE BASE.....	2
Chapitre 1 : définition et historique de l'économie institutionnelle.....	3
Section 1:Définition de l'économie institutionnelle	3
Section 2 : définitions et caractéristiques des institutions	3
Section 3 : historique de l'économie institutionnelle	4
Chapitre 2 : LES DIFFERENTES THEORIES ET THESES DES ECONOMISTES INSTITUTIONNELLES	7
Section1 : l'école historique Allemande et l'institutionnalisme américaine	7
Section 2 : l'école autrichienne et l'ordo libéralisme	12
Section3 : La nouvelle économie institutionnelle.....	14
Section 4 : les courants Européens contemporains (1970)	18
CHAPITRE 3 : LES TRAITS COMMUNS DES THEORIES DES DIFFERENTS ECONOMISTES INSTITUTIONNALISTES :	20
Section 1 : institutions, facteurs endogènes dans les études économiques	20
Section 2 : réfutation des théories traditionnelles néoclassiques.....	20
SECTION3 : le changement dans l'étude économique :.....	20
SECTION 4 : la notion d'émergence	21
SECTION 5 : liaison entre forme institutionnelle et croissance économique	21
PARTIE II : ANALYSE DES PRATIQUES ECONOMIQUES DE MADAGASCAR PAR RAPPORT L'ECONOMIE INSTITUTIONNELLE	22
Chapitre 1 : histoire des institutions économiques malagasy.....	23
Section1 : institutions économiques Malagasy avant la colonisation	23
Section2 : institutions économiques Malagasy pendant la colonisation.....	29
Section 3 : les institutions économiques Malgaches après la colonisation	31

Section 4: Constat ou analyse critiques sur les différents modes de gouvernance qui se sont succédé en référence avec les théories des économistes institutionnelles.....	35
CHAPITRE 2 : CONSTAT DES INSTITUTIONS ECONOMIQUE ACTUELLES DE MADAGASCAR.....	36
Section1 : les qualités structurelles des institutions malgaches (pour accéder à l’OAO).....	36
Section2 : les défaillances des institutions économiques Malgaches.....	40
Chapitre 3 : ANALYSE DU LIEN ENTRE SITUATIONS ECONOMIQUE DE MADAGASCAR ET INSTITUTIONS.....	42
SECTION 1 : institution et commerce internationale.....	42
Section 2 : Institutions et industrialisation	51
CONCLUSION	54
Tables des matières.....	a
Bibliographies.....	b
Liste des graphes.....	c
Liste des tableaux.....	d

INTRODUCTION

On dit qu'étudier le passé permet de comprendre le présent. Ça fait 54 ans que Madagascar a obtenu son indépendance. On avait eu l'espoir qu'en obtenant cette indépendance, Madagascar prendra son envol vers le développement et la croissance. Pourtant, depuis cette époque, le pays n'a pas cessé de sombrer davantage dans la pauvreté. Il est clair que cette situation n'est pas le fruit du destin car si on raisonne de manière scientifique, chaque situation, chaque phénomène a une explication logique. Des auteurs ont reproché les analyses néoclassiques comme des analyses qui sont détachés des institutions car les néoclassiques considéraient seulement que les hommes sont mus par leurs intérêts personnels, calculateurs et ayant des comportements rationnels sans considérer le comment et le pourquoi de ces caractéristiques de l'homme, bref, ils ont négligé le rôle de l'institution dans la vie économique des hommes. Selon Schmoller, il existe un lien étroit entre institution et organe, et l'Etat est à la fois une institution et un organe. Un Etat social souhaitable se caractérise par le fait que les institutions y sont favorables pour le développement. Dans les pays développés actuels par exemple, l'institution des propriétés privées ont beaucoup contribué au développement des activités commerciales et économiques. Mais est-ce que les institutions à Madagascar stimulent-elles la croissance économique ? Pour y voir plus clair, on va analyser le lien entre les situations économiques de Madagascar et les institutions qui s'y appliquent. Ce livre comportera deux parties dans lesquelles on développera en premier temps les différentes théories des économistes institutionnalistes, puis on va voir la pertinence de l'économie institutionnelle pour expliquer les réalités de Madagascar.

PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES DE L'ECONOMIE INSTITUTIONNELLE

Les économistes institutionnalistes avaient chacun leurs propres définitions en ce qui concerne les institutions. Cependant, ils étaient tous d'accord sur le fait que les institutions doivent faire l'objet du sujet de réflexion de l'économie institutionnelle. Cette première partie va principalement se concentrer dans un premier temps sur la définition des concepts d'économie institutionnelle et d'institutions et par la suite, on va voir les différentes théories des économistes institutionnalistes avec leurs traits communs.

CHAPITRE 1 : DEFINITION ET HISTORIQUE DE L'ECONOMIE INSTITUTIONNELLE

Ce chapitre va donc se focaliser sur la définition et historique de l'économie institutionnelle et son historique mais il faut noter que les institutions dont on parle ici ne concerne pas celles du domaine de la science politique ni celles de la sociologie mais celles qui se focalisent sur la science économique.

Section 1: Définition de l'économie institutionnelle

L'économie institutionnelle peut être définie comme une branche de l'économie qui reconnaît les rôles des lois et des règles ou plus précisément des institutions dans les études économiques. On peut également la définir comme une famille de théories qui prône qu'il est légitime d'inclure les institutions dans les études économiques, elles doivent même constituer son objet d'étude. Cependant, l'économie institutionnelle ne prend pas en compte celles qui concernent la science politique et la sociologie.

Section 2 : définitions et caractéristiques des institutions

a) Définition

L'institution désigne « l'ensemble des lois régissant une cité dont les pouvoirs publics et privés s'y trouvent repartis assurant la transmission et la répétition régulière des bonnes manières ».

b) Caractéristiques des institutions

Les institutions ont quatre caractères essentiels dont : la contrainte, la respectabilité, la légitimité et l'autonomie

- La contrainte : l'institution est dite contraignante parce qu'on est tenu de la respecter, sous peine de se faire sanctionner. Le non respect de l'institution expose le réfractaire à la réprobation sociale, à l'isolement et à la marginalisation. l'institution possède donc des forces morales et physiques

- La respectabilité : l'institution est respectable parce qu'on doit l'observer, chacun doit prendre au sérieux les obligations que les institutions lui impose individuellement

- La légitimité : la légitimité de l'institution est marquée par l'appréciation sociale et collective de l'institution. En effet, l'institution est acceptée, consentie par tous et tout l'ensemble ou la majorité de la population y adhère.

- L'autonomie : c'est l'autonomie des individus sur lesquels les institutions s'exercent. L'autonomie est donc appréciée du côté de l'individu qui vénère l'institution en question.

Il faut également noter que les institutions sont aussi caractérisées par leur plasticité et par leur constance. La plasticité signifie que les institutions sont adaptables aux circonstances vécues et la constance signifie que la société doit être institutionnalisée. Le degré de soumission aux institutions peut varier d'une époque à une autre.

Si telles sont les définitions, caractéristiques des institutions, on va voir maintenant l'historique de l'économie institutionnelle dans le chapitre suivant.

Section 3 : historique de l'économie institutionnelle

Pour comprendre l'historique de l'économie institutionnelle, il faut suivre l'évolution des institutions économiques au fil du temps.

Pendant les périodes de la royauté, la seule préoccupation économique était de savoir comment enrichir un pays. A cette époque, les pensées mercantilistes étaient le courant de pensée dominant stipulant que la richesse du pays dépendait de la possession de

pierres précieuses. Ainsi pour s'enrichir, un Etat doit faire en sorte qu'il y ait le maximum d'entrée d'or, il fallait donc adopter une politique démographique expansionniste pour enfler la main d'œuvre, une politique interventionniste, pour limiter la sortie d'or, ou protectionnisme et finalement, former une armée puissante. Ce qui signifie que les seules institutions reconnues à l'époque étaient l'Etat et la monnaie puisque l'Etat puissant est celui qui possède beaucoup de monnaie et la monnaie est la richesse.

Plus tard avec la venue des physiocrates avec comme tête de liste Turke et François Quesney, les théories mercantilistes ont été remises en question. Selon les physiocrates la politique mercantiliste n'est pas viable car elle entraîne l'inflation et le blocage des activités commerciales en mettant en péril les activités agricoles, ce qui va au final entraîner la famine. Pour les physiocrates les richesses ne viennent pas des métaux précieux mais de la terre car elle est selon eux la seule qui soit capable de fournir ce qu'on appelle « le produit net » qui signifie que la terre a une capacité multiplicatrice de richesse par conséquent il faut supprimer les barrières tarifaires pour promouvoir la production agricole et l'intervention de l'Etat doit se porter seulement sur le prix, la nouvelle institution reconnue est donc le marché uniquement car l'intervention de l'Etat n'est pas agréable car elle conduit à la baisse du prix agricole. A partir de François Quesney l'économie libérale va dominer et ouvrir la porte aux classiques aux marxistes et aux néoclassiques.

Les théories classiques mettent davantage en place le libéralisme économique, ce qui signifie que le marché est la seule institution valide, mais c'est la notion de richesse qui va changer et la nouvelle préoccupation était de savoir comment créer de la richesse. Pour eux ce ne sont plus les propriétaires terriens qui sont à l'origine de la richesse mais c'est le capital qui est considéré comme le facteur mobilisateur de la production. Le capital est donc celui qui valorise les terres.

Par contre l'analyse marxiste se repose seulement sur l'antagonisme entre le capital et le travail qui entraîne le capitalisme à son effondrement

L'année 1940 date d'arrivée des néoclassiques va marquer un grand tournant dans l'histoire de l'économie politique. L'économie va devenir une science autonome avec l'apparition des théories marginalistes. La mathématique va prendre une grande place et l'économie devient une science économique, par conséquent, certaines hypothèses vont être adoptées comme l'hypothèse des concurrences pures et parfaites, la thèse du marché autorégulateur, l'hypothèse de rationalité des agents économiques. La seule institution

encore retenu ici est donc le marché et les questions institutionnelles, les caractères historiques de l'économie ont alors été complètement écarté de l'analyse économique.

Mais à partir des années 1980, marquées par l'émergence des différentes crises économiques, les différentes transformations sociales, les différenciations en termes de développement ont conduit les économistes à reconsidérer leurs théories et à prendre conscience que les institutions ont de grandes influences sur la vie économique de l'homme. L'économie institutionnelle a donc pris de l'essor et la thèse du marché autorégulateur, de l'équilibre générale n'étaient plus acceptables. Les classiques eux même ont fini par intégrer dans leurs études les institutions même si c'était de manière superficielle.

Pour conclure, on peut dire que les institutions ont toujours été présent dans l'histoire de l'économie : dans le temps et dans l'espace, mais les économistes ne s'en est pas rendu compte que récemment. Elles ont toujours influencé les activités économiques de l'homme. Des écoles de pensée se sont alors formées pour analyser les rôles des institutions sur la vie économique de l'homme dans la société. Ce qui fera justement l'objet du chapitre suivant qui se portera sur les théories des différents économistes institutionnalistes mais également sur les traits communs de ces théories.

CHAPITRE 2 : LES DIFFERENTES THEORIES ET THESES DES ECONOMISTES INSTITUTIONNELLES

A partir du XIXème siècle, l'économie institutionnelle est devenue une tendance. Plusieurs écoles de pensée se sont alors formé et ont pris les institutions comme objet d'analyse économique, à savoir : l'école historique Allemande, l'école Autrichienne, la nouvelle économie institutionnelle et les courants Européens contemporains.

Chaque famille institutionnaliste est constituée par des économistes remarquables. Cependant, on ne va voir que quelques auteurs qui ont marqué chaque école de pensée.

Section1 : l'école historique Allemande et l'institutionnalisme américaine

C'est cette école qui était à l'origine des courants institutionnalistes et qui forme l'institutionnalisme originaire dont les figures majeures sont : Gustav Von Schmoller, Veblen, Hamilton, John Roger Commons, Polanyi

a) Gustav Von Schmoller

Schmoller est le fondateur de l'institutionnalisme de 1838-1917, il était un des promoteurs de l'économie internationale. Ses études se sont reposées sur les notions d'organes et institutions. Selon Schmoller, l'institution es un ensemble d'habitudes, des règles de la morale et de la coutume visant des objectifs communs et constitue un système. Les organes sociaux sont celles qui définissent les relations des personnes et des biens en vu des buts déterminés, d'où la notion d'organe et d'interaction sociale. Selon lui, il y a une relation étroite entre institution et organe : l'organe donne vie à l'institution et cette dernière donne vie à l'organe, tel est le cas de l'Etat qui est à la fois un organe et une institution. Schmoller stipule que la complexité de la société amène à l'apparition de divers organes. En effet, par exemple c'est l'accentuation des Guerres dans le monde qui était à l'origine de la création de l'ONU. Il stipule également qu'il existe un lien étroit entre liberté, progrès et institutions et qu'un Etat social souhaitable est celui dont l'institution est favorable pour le développement mais qui ne constitue pas un frein pour ce dernier.

b) Veblen

Veblen est un économiste très remarquable car il a eu une vision originelle de l'économie institutionnelle. Il est à l'origine de la théorie de l'évolution Darwinienne qui est un savant chercheur à l'origine de l'humanité et de son évolution.

Selon Veblen, l'homme est un être évolué, et cette évolution doit aussi être valable pour la science économique. C'est pour cela que malgré le fait qu'il soit un classique, il n'ait certains de leurs théories car elles étaient non évolutionnistes. Les thèses classiques stipulent que les hommes sont naturellement rationnels, mus par la recherche de l'intérêt personnel aboutissant par la suite à l'équilibre général de l'économie. Ils ont ainsi complètement ignoré l'importance des institutions dans la vie économique des hommes en ne se préoccupant pas du processus évolutifs qui ont fait de l'homme un être calculateur. Au final, ce raisonnement les a empêchés de raisonner en termes de séquence causale cumulative (un effet entraîne la cause d'un nouvel effet).

Le constat de Veblen est que l'homme porte l'emprunte du contexte historique dans lequel il est né et qu'il est le produit de la société. Pour Veblen donc, l'économie doit être prise comme la science des institutions. Les constats de Veblen reposent sur les critiques des théories antérieures qu'il reproche de non évolutionnistes et non scientifiques, sur la définition de l'activité économique qui est considéré comme un processus cumulatif d'adéquation des moyens à des fins qui changent de façon cumulative, en d'autres termes, l'agent et son environnement sont le résultat du dernier processus ; mais elles se reposent également sur la définition et les caractéristiques de ces institutions. Veblen définit l'institution comme « l'ensemble d'habitudes et d'actions dominantes caractérisés par une certaines inerties relatives à l'égard de l'évolution sociale ». L'institution est un processus évolué adapté aux conditions du passé et ne sont jamais adaptés pleinement aux exigences du présent.

Veblen définit trois niveaux dans la création d'une institution : Le premier niveau part des instincts, proprement héréditaire, peuvent être favorables mais aussi funestes à l'intérêt du groupe. Par la suite les instincts amène à des conflits d'intérêts (instincts favorables contre instincts funestes), ce qui forme le deuxième niveau et au final, seule la pensée dominante arrive à survivre c'est-à-dire le plus fort entre instincts favorable et instincts funeste, c'est le troisième niveau. Cependant Veblen pense que c'est souvent l'instinct

funeste qui prend le dessus sur l'instinct favorable. Il a donc une vision négative des institutions.

c) Hamilton

Hamilton définit l'institution comme « un ensemble d'usage sociaux qui désigne une manière de penser ou d'agir assez fréquente et permanente qui est incorporé dans les habitudes d'un groupe ou les coutumes d'un peuple ». Hamilton insiste sur le fait que ce sont les institutions qui déterminent les limites des activités humaines et leurs imposent une forme.

Il va se référer à Veblen en parlant de « l'inertie institutionnelle » qui repose sur la permanence des institutions par rapport à l'évolution sociale c'est-à-dire celle qui survie à la sélection naturelle. Il va également noter la notion d' « ambivalence institutionnelle qui signifie que l'institution peut être constitué d'un mélange de d'espoir et de crainte ; de connaissance et d'ignorance ; du hasard et de la volonté (pouvant être asservie par le pouvoir)

Une autre notion constatée par Hamilton est la propension à diverger des intentions initiales de leurs promoteurs originels car selon Hamilton, l'institution a été créée pour résoudre des problèmes sociaux donnés mais ce sont les intérêts et les compromis qui la rendent rigides d'où les révolutions.

d) John Roger Commons (1862-1945)

C'est la deuxième figure de l'économie institutionnelle après Veblen. Mais contrairement à Veblen, son approche est fondée sur une vision positive des institutions. Il s'est intéressé davantage aux réformes institutionnelles et voulait formaliser les organisations sociales et patronales.

Dans son analyse Commons a souligné les limites des théories économiques anciennes notamment sur la conception d'abondance naturelle et de l'harmonie consécutive des intérêts par la main invisible sans voir l'universalité de la rareté et des conflits qui en résulte. Selon Commons, cette main invisible n'existe pas car c'est « la main invisible des tribunaux de Common Law » qui aboutit à l'intérêt général (liberté institutionnelle, loi

propriété privée,.....). Selon Commons, Adam Smith n'a pas compris que la compatibilité des intérêts est un produit historique c'est-à-dire des conflits d'intérêts antérieurs. Commons reproche également aux théories néoclassiques d'avoir tendance à substituer l'institution à la psychologie (psychologie centrée sur le rapport de entre un homme et un bien mais non pas sur le rapport entre les hommes qui passent par la propriété). Néanmoins, Commons va retenir la notion d'équilibre qu'il va combiner avec l'équilibre statique avec la processus de changement non volontaire.

Contrairement à Veblen, il va mettre l'accent sur l'équilibre gérée et non à un équilibre automatique qui selon lui le vrai point de départ de Darwin. Commons insiste également sur le processus d'institutionnalisation, sur la notion d'organisation active, sur la théorie de la transaction et sur la conception de l'activité collective dont va voir successivement les détails :

- le processus d'institutionnalisation

Qui prend l'individu comme un être institutionnalisé, mais non seulement un homoëconomicus mu par le plaisir. L'esprit institutionnalisé possède des habitudes, puis ces habitudes subissent la pression des coutumes et s'engage dans des transactions hautement artificielles créées par la volonté humaine collective.

- les organisations actives :

Selon Commons, les organisations sont innombrables relevant trois catégories principales à savoir : économiques, politiques et culturelles. Elles survivent après entrée et sortie des individus et grâce à la légitimité et l'autonomie du pouvoir dans chaque organisation. Ce pouvoir sélectionne les règles inorganisées pour en faire des règles organisées. Ainsi pour une Nation, c'est l'Etat qui légifère les règles inorganisées en des règles organisées. Ces dernières n'aboutissent pas toujours à une harmonie des intérêts mais crée une « mutualité praticable ».

- la théorie de la transaction :

Commons insiste sur le fait que la transaction est hautement artificielle, crée une volonté humaine collective visant des objectifs communs. Il existe trois formes de la transaction :

- a) la transaction marchande : désignant la transaction entre les individus pouvant être égaux du point de vue physique, mais inégaux du point de vu juridique

- b) la transaction managériale : traduisant un rapport hiérarchique

c) la transaction de répartition : traduisant un rapport dans lequel le supérieur a un caractère politique

- la conception d'activité collective :

Elle est celle qui contrôle l'action individuelle, la restreint, la libère et l'étend. Elle permet d'atteindre des objectifs qu'on ne peut pas atteindre individuellement, elle nécessite la présence d'un pouvoir légitime. Cependant, c'est sa forme contraignante qui lui confère sa forme libératrice. Dans le cadre de cette action collective, Commons stipule que les activités collectives persistent si les organisations collectives persistent aussi, mais si les organisations mettent en danger les actions collectives, alors l'organisation en question va être éliminée.

e) Polanyi (1886-1964)

Polanyi définit l'institution comme « une forme de par lequel les éléments du processus économique sont reliés depuis les ressources matérielles et le travail jusqu'aux transports, stockage, et répartition des biens produits ». Polanyi s'est surtout intéressé à l'étude du libéralisme du XIX^{ème} siècle et il en a conclu que ceci est « une utopie dangereuse ». Pour lui étendre le principe du marché autorégulateur à des marchandises fictives telles que la monnaie, la Terre et le travail est une erreur. Il préconise donc une coordination et une réunification de ce que la division du travail a séparé. Il a également procédé à des études comparatives qui lui ont permis de conclure trois modèles qui peuvent coexister dans une même Nation mais chaque système peut être marqué par la domination de l'un des trois modèles

- Le modèle de réciprocité : traduisant un mouvement entre deux points de corrélation (des groupes symétriques (entraide) pouvant exister aussi bien dans une économie capitaliste que dans une économie primitive.

- Le modèle de distribution : c'est la politique de redistribution de l'Etat

- Le modèle d'échange : c'est la transaction marchande et l'échange

En Norvège par exemple, c'est la domination du modèle de redistribution qui domine. La présence de d'un modèle nécessite préalablement la présence d'une structure institutionnelle

Polanyi va également insister sur le phénomène de « dés encastrement » qui signifie que l'économie est désencastrée ou se dévie de son objectif initial car elle est devenue la finalité : ce n'est plus le social qui va guider l'économie mais c'est le social qui va être au service de l'économie d'où la notion « D'AVERSION DE L'ORDRE DES CHOSES » ce qui forme pour Polanyi un danger éminent. Polanyi est donc pour le socialisme démocratique qui est pour lui la meilleure combinaison des trois modèles.

Section 2 : l'école autrichienne et l'ordo libéralisme

Dont les figures majeures sont formés par : Carl Menger et Von Hayek

a) Carl Menger (1840-1921)

C'est le père fondateur de l'école autrichienne. Le cœur de son analyse est fondé sur l'étude des institutions. Il distingue 2 formes d'institutions :

- les institutions de formation pragmatique : ce sont les différentes organisations créées en vue d'atteindre un objectif collectivement connu et qui ne peut être atteint individuellement qu'à des prix exorbitants. Ce sont des institutions qui ne posent pas de problèmes de compréhension. Exemple : Etat, constitutions, organisations.....

- Les institutions d'origine organique : ce sont des espèces de bonnes conduites non dictées par un pouvoir central, ce sont des règles implicites difficiles à comprendre

Sur l'angle de l'institution, dans ses recherches, il a analysé « Comment les institutions qui visent le bien-être humain collectif viennent à exister ». Il en conclut que c'est dû au « phénomène d'imitation ». Chaque individu est doté d'un talent spécifique. Certains sont plus doués que d'autres, ce qui fait que l'échange est incontournable. En ayant conscience de l'importance de l'échange, les individus augmentent leur motif de transactions et en observant les succès d'autrui, ils les imitent. Cette explication explique la formation du prix, du salaire, de la monnaie.....et au final, elle aboutit à la formation des différentes institutions présentes aujourd'hui, d'où la notion « d'individualisme méthodologique » (un terme de Schumpeter). Ainsi Menger a une vision positive des institutions (les pratiques efficaces sont imitées par les autres) tout en reconnaissant l'existence des institutions imbéciles mais il pense juste qu'il faut les légiférer pour qu'elles deviennent des institutions pragmatiques.

b) Von Hayek (1899-1992)

C'est un économiste libérale pur et dur, c'est un farouche adversaire de Keynes. Néanmoins, il n'était pas d'accord à 100 % avec les théories Classiques et Néoclassiques. Il niait la centralité du prix, la perfection du marché et sur l'idée de rationalité substantive, mais il était contre l'interventionnisme de Keynes, il va donc s'intéresser à la coordination des actions dans le contexte de « complexité, d'ignorance relative et de fragmentation des connaissances ». Selon l'analyse de Hayek, dans la réalité, l'information n'est pas parfaite, ainsi l'homoéconomicus est mal informé, ce qui fait que les individus ne peuvent pas prendre des décisions rationnelles car ils ne possèdent pas toutes les connaissances nécessaires pour prendre des décisions efficaces, d'où la notion de fragmentation des connaissances, même les dirigeants ne sont pas en mesure de disposer toutes les informations pour prendre des décisions efficaces, alors s'ils devaient intervenir, ils faut qu'ils soient parfaitement éclairés ou informés sinon l'intervention sera néfaste. Cette fragmentation de connaissance explique des politiques économiques surtout dans les pays en voie de développement. Pour réduire les zones d'ignorance, Hayek stipule qu'il faut considérer une nouvelle hypothèse fondée sur l'imperfection du marché, soit l'hypothèse « d'ignorance relative et de fragmentation des connaissances ». Il va appliquer la théorie de l'ordre qui se caractérise par une certaine cohérence permanente entre les pratiques individuelles et l'institution.

Il y a deux types d'ordre qui peuvent coexister dans la société :

-Ordre construit ou organisé : l'organisation est gouvernée par des instructions de la direction et des règles dictées par cette dernière. Les directives et les règles sont liées aux objectifs de l'organisation

-ordre spontané : se fonde sur des règles de bonne conduite, des règles évolutives et abstraites indépendantes des circonstances provenant de la cristallisation des connaissances des générations successives.

Hayek pense que l'ordre spontané n'est pas susceptible d'être organisée, c'est pourquoi l'intervention de l'Etat est inutile et improductive. Seule la coordination non délibéré effectué dans un cadre spontané a la capacité de traiter de manière centralisée toutes les connaissances. Dans son analyse, Hayek va retenir le « Common Law » et définit que l'Etat est dépassé et englobé par l'ordre spontané, de ce fait, l'authentique Etat de droit

est celui qui fait respecter les règles abstraits (spontanées) tout en possédant des règles internes.

Section3 : La nouvelle économie institutionnelle

Cette école a une grande notoriété au niveau académique. Les auteurs de cette école sont des auteurs remarquables ayant obtenu des prix Nobel. Les figures importantes de cette école sont : Ronald Coase, Olivier Williamson, North Douglas.

a) Ronald Coase

C'est un économiste exceptionnel ayant obtenu le prix Nobel avec un seul article. Ses théories contiennent des idées innovatrices, on peut dire qu'il est le fondateur de la nouvelle économie institutionnelle. Une de ses théories remarquables est la théorie des « EXTERNALITES » appliquée à l'environnement. Cette théorie montre pourquoi le marché est imparfait. En effet, l'un des rôles du marché est d'indiquer les différents coûts à travers les prix affichés sur le marché. Cependant, il y a des coûts qui ne sont pas inclus dans le prix affiché sur le marché. Tel est le cas des coûts sociaux dû à la destruction de l'environnement (tabagisme passif, émission de gaz à effet de serre,...) et dont les coûts ne sont pas pris en compte dans le prix du marché mais qui peuvent entraîner des pertes pour l'Etat. Une solution qui a été développée par PIGOU est qu'à chaque fois qu'on est présence d'imperfection du marché, l'Etat doit intervenir par la «TAXATION» pour compenser les pertes encaissées par la société. Ronald Coase conteste cette idée de Pigou. Pour lui, cette idée de Pigou ne tient pas car on vit dans une société où la situation est symétrique. Ce qui signifie que pénaliser l'individu qui était à l'origine de l'encaissement des coûts revient au final à pénaliser également les individus victimes. Pour Coase donc, l'intervention de l'Etat par la taxation n'est pas une solution. La meilleure solution serait de laisser l'individu coupable et l'individu trouver un accord et c'est cet accord qui va harmoniser l'intérêt de chacun.

b) Olivier Williamson

C'est l'inventeur de l'expression « nouvelle économie institutionnelle ». La nouvelle économie institutionnelle a été établie en réaction à l'ancienne qui était anti théorique et sans unité.

Les thèmes essentiels évoqués dans la théorie de Williamson est l'explication de la raison d'existence des firmes et de la hiérarchie ayant pour fondement de base l'article de Ronald Coase paru en 1937. Sur ce, il a effectué des analyses sur la théorie de la transaction, sur la notion d'organisation et sur le concept de rationalité limitée.

1) La théorie de la transaction (inspiré de Commons et de Ronald Coase)

Au départ, il y a le marché au sens Néoclassique, ceci conduit à l'émergence et à l'apparition des coûts de transaction et c'est l'élévation de ce coût ou la spécificité des actifs qui vont donner naissance à la création de la firme. On va prendre l'exemple d'un actif spécifique qui est « le travail » : un individu a intérêt à vendre ses compétences et accepter de s'y soumettre par voie de contrat pour le long terme plutôt que d'aller tous les jours sur le marché pour vendre ses compétences car ce serait trop difficile de trouver chaque jour un employeur. Ce qui signifie que plus le coût de transaction est élevé ou plus les actifs sont spécifiques, plus le marché s'efface pour donner place à la hiérarchie et au final, l'entreprise va émerger du marché.

2) La notion d'organisation

Même si la firme permet d'économiser des coûts de transaction, l'organisation interne de la firme est souvent accompagnée d'une hausse des coûts liés à la direction et à l'organisation, ce qui nécessite la capacité de discerner les critères liés aux choix organisationnels ou de forme de coordination. Par exemple, pour les incertitudes économiques et politiques surtout quand il s'agit d'un investissement spécifique, on doit opter pour la coordination hybride (sous traitance,)

3) La rationalité limitée

C'est un concept emprunté à Herbert Simon basé sur l'étude des impacts des imperfections de l'information. Herbert Simon stipule que cette imperfection du marché empêche les individus rationnels de prendre des décisions efficaces, ce qui les empêche de maximiser leurs satisfactions. Cependant Williamson retient toujours la thèse selon laquelle les individus peuvent toujours maximiser leurs satisfactions malgré cette imperfection informationnelle en retenant la thèse de « l'homme contractuel ». Williamson pense que cet homme contractuel, dans un environnement d'asymétrie de l'information va choisir parmi les formes de coordination alternative minimisant les coûts de transactions. Il va encore plus loin en développant un autre concept qui est « L'OPPORTUNISME ». En manquant d'information, l'individu devient opportuniste, c'est-à-dire que l'homme contractuel est prêt à tromper ses semblables afin de maximiser son profit.

Ce comportement n'est pas socialement efficace, ce qui signifie que la première condition au développement est la réduction des zones d'ignorance et des incertitudes. Il faut donc fortifier les confiances envers les institutions.

c) North Douglas

C'est un auteur issu de la NEI. Il retient quelques théories néoclassiques comme la thèse de la rareté, du choix sous contrainte et l'influence des prix relatifs. Mais il affirme que les limites de ce courant de pensée résident sur le fait qu'ils ont ignoré l'importance des institutions, du temps, des coûts de transactions, le rôle des idées et des idéologies, du processus politique vis-à-vis de l'économie, mais cette limite réside également dans leurs conceptions de la rationalité des individus et de la perfection du marché et de l'information. North retient donc la notion d'imperfection de l'information, mais comme Williamson, il retient que l'individu peut toujours maximiser ses satisfactions.

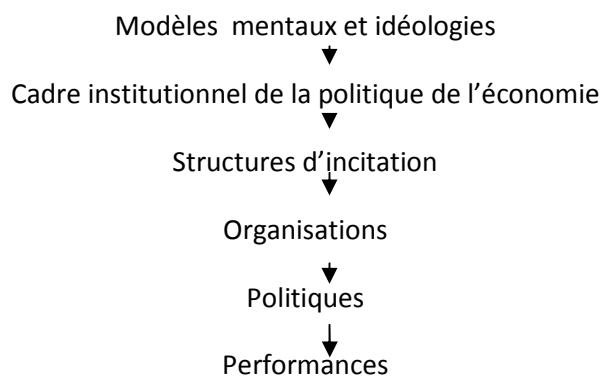
North définit l'institution comme « des contraintes établies par les hommes qui structurent les interactions humaines, elle est composée des contraintes formelles (règles, lois, constitutions,.....) Et des contraintes informelles (les normes de comportement et les conventions).

Les postulats de North reposent sur :

-les institutions et les organisations : il distingue la différence entre ces deux éléments, les institutions sont les règles de jeux et les organisations et les entrepreneurs sont les joueurs.

-le changement institutionnel : qui signifie que les institutions changent de façon permanente à cause des divers facteurs comme : le changement des prix relatifs, des préférences, du changement des organisations et des activités, du changement des détenteurs du pouvoir, des croyances, des modèles mentaux, de événements historiques (conquêtes, révolutions, désastre naturels,...). La séquence causale à l'œuvre du changement se présente comme suit :

Figure 1 : la séquence causale à l'œuvre du changement



Sources : Denzo et North(1994) ;North(2005)

North va également noter que les institutions forment un ensemble historique : « c'est la matrice institutionnelle »

-institutions et performances : North affirme que les institutions et les performances économiques sont liées et ce sont les systèmes politiques qui détiennent le rôle décisif car c'est au niveau des systèmes politiques que les règles des jeux économiques formelles sont établies et contrôlés. En effet c'est le système politique des Droits de propriété surs et clairement définit qui ont été la source de prospérité des occidentaux.

Section 4 : les courants Européens contemporains (1970)

C'est un courant théorique hétérodoxe dont les travaux concernent premièrement les théories de régulation et l'économie des conventions :

1) la théorie de régulation :

C'est une théorie qui conserve la tradition marxiste selon laquelle le mode de production est fondé sur deux rapports :

- le rapport marchand : entre les producteurs dans le cadre de la division du travail
- le rapport salarial : rapport capital-travail

Cette théorie est également influencée par la macroéconomie Keynésienne. La question de l'accumulation du capital est donc combinée avec la répartition du revenu : relation entre salaires et profits avec les problèmes d'ajustement de la demande et de l'offre globale.

Selon cette théorie, les institutions ont comme origines « les compromis institutionnalisés » entre les groupes sociaux en conflits. Ce qui signifie que les nouvelles institutions se forment suite à une succession des crises, des conflits et des guerres surtout quand la sphère politique d'un Etat est le lieu de formation et de légitimation des compromis.

La théorie de régulation insiste également sur la diversité, la complémentarité et la hiérarchie du capitalisme. La complémentarité signifie que la présence d'une institution dans un domaine renforce l'efficacité d'une autre institution dans un autre domaine. Toutefois, cette complémentarité peut être de nature contraignante et relativement provisoire. La hiérarchie quant à elle, signifie qu'une ou plusieurs institutions jouent un rôle particulier dans une configuration historique donnée. Sur cette base de complémentarité et de hiérarchie la théorie de régulation, plus précisément, on peut déduire la diversité du capitalisme. Amable distingue 5 types de capitalisme : le capitalisme fondé sur le marché, le capital social démocrate, le capitalisme Asiatique, le capitalisme Européen capitalisme, le capitalisme méditerranéen. Chaque type recouvre plusieurs exemples nationaux.

Une autre thèse originale de la théorie de régulation est la théorie sur l'importance des crises capitalistes. Elle en distingue les petites crises qui peuvent être résolues de manière endogène, les grandes crises (crises structurelles) qui ne peuvent être résolues qu'avec changement significatifs de formes institutionnelles. Par ordre de gravité croissant, on distingue, la crise de mode de régulation, la crise de régime d'accumulation, la crise du mode de production. il y a donc une interaction entre institutions, croissance, performance et forme de crise dans une perspective économique de moyen terme

2) L'économie des conventions

C'est un courant théorique français qui s'est développé à partir des années 1980. L'économie des conventions élabore une théorie des règles qui revendiquent l'appartenance aux conceptions institutionnalistes. En se basant sur l'ouvrage du philosophe David Lewis intitulé « convention »(1969) et sur les thèses de Keynes sur les rôles des conventions dans une économie. L'économie des conventions se distinguent des théories néoclassiques et de ses variantes comme la nouvelle économie institutionnelle. Si Williamson retenait la thèse de « rationalité limitée » d'Herbert Simon, L'économie des conventions quant à elle retient le concept de « rationalité procédurale » de Simon qui implique le recours à des règles d'actions. L'analyse de l'économie des conventions est marquée par la domination de la microéconomie et conserve l'individualisme méthodologique.

Ce sont là les différentes écoles qui ont effectués des travaux exceptionnels en ce qui concerne l'économie institutionnelle. Pour en finir avec cette première partie, on va maintenant voir les traits communs à ces différentes figures de l'économie institutionnelle dans le chapitre ci-après. Chaque école de pensée avait ses propres conceptions en ce qui concerne l'économie institutionnelle. Néanmoins ils ont les mêmes conceptions sur quelques notions. Ce qui fera justement l'objet du chapitre suivant qui aura comme objet les traits communs de différentes théories de ces économistes institutionnalistes.

CHAPITRE 3 : LES TRAITS COMMUNS DES THEORIES DES DIFFERENTS ECONOMISTES INSTITUTIONNALISTES :

Malgré Les importantes diversités entre les idées qui se trouvent dans les théories des économistes institutionnalistes, il y a quand même des points sur lesquels ils sont tous d'accord :

Section 1 : institutions, facteurs endogènes dans les études économiques

Le premier thème commun : partagé par les économistes institutionnalistes surtout aux XXème siècles que les activités sont institutionnalisés. Ainsi, pour étudier la science économique en tant que telle, il faut inclure les institutions dans ces études et les considérer comme des facteurs endogènes dans son champ d'application

Section 2 : réfutation des théories traditionnelles néoclassiques

La deuxième trait commun est que les institutionnalistes sont en général en désaccord avec les théories néoclassiques surtout sur les thèses de rationalité substantive des individus, de perfection du marché et de l'information et sur la mathématisation de l'étude économique. Presque tous les économistes institutionnalistes ont élaboré les limites de ces théories. Le concept de rationalité est invalide pour les institutionnalistes car ce concept stipule que les hommes sont de nature calculateurs lus par la recherche d'intérêt personnel en ignorant totalement les raisons pour lesquels les hommes sont devenus des calculateurs, alors que pour comprendre cela, il faut avant tout des études institutionnelles, c'est la seule manière pour eux de comprendre les caractères actuels des individus. Par ailleurs la conception néoclassique de la perfection de l'information n'est pas valide, au contraire, on est en présence d'imperfection de marché qui empêche les individus de prendre des décisions efficaces pour prévoir le futur.

Section 3 : le changement dans l'étude économique

Les économistes institutionnalistes accordent beaucoup d'importances à la question de changement dans les études économiques. Selon les institutionnalistes, la société dans

laquelle on vie change de façon permanente. Elle évolue selon les époques et selon les générations, c'est-à-dire qu'elle est en perpétuel changement. De la même manière, les institutions changent évoluent aussi dans le temps et dans l'espace. Veblen, Hamilton, Von Hayek par exemple stipulent que les institutions tendent à s'adapter aux changements

Section 4 : la notion d'émergence

La notion d'émergence signifie que les institutions ou plus précisément, la création de nouvelles institutions sont les conséquences des actions individuelles ou collectives. pour la théorie de régulation des courants Européens par exemple, l'émergence des nouvelles institutions sont consécutives à des crises, des guerres et des conflits

Section 5 : liaison entre forme institutionnelle et croissance économique

En effet, toute la famille institutionnaliste est d'accord sur le fait que les institutions et performances économiques sont étroitement liées. Par exemple dans l'institutionnalisme originaire représenté par Schmoller insiste sur le fait qu'un véritable Etat de Droit est celui dont les institutions sont favorables au développement. C'est dire que ce sont les institutions qui devraient créer les conditions favorables pour le développement, Williamson stipule également que performance économique et institutions sont très liées.

Ainsi si l'on se réfère aux traits communs des théories de ces différents économistes, on peut conclure donc que les hypothèses des théories traditionnelles néoclassiques présentent des limites. En effet ces théories n'ont pas pris en compte le caractère institutionnelle de l'homme alors que celles-ci sont celles qui conditionnent sa vie économique, c'est aussi valable pour l'organisation de la vie économique de l'Etat. Ainsi selon ces écoles de pensée, s'il ya croissance économique, c'est que ce sont les institutions qui l'a permise. Il faut également aussi retenir de ce chapitre que les institutions ont comme origines les conséquences des actions individuelles et collectives.

Si tels sont les résultats des analyses théoriques de l'économie institutionnelles, on va maintenant passer dans l'application de ces différentes théories sur le cas de Madagascar dans le but de comprendre pourquoi Madagascar n'arrive pas à atteindre la croissance économique.

**PARTIE II : ANALYSE DES PRATIQUES ECONOMIQUES DE MADAGASCAR
PAR RAPPORT L'ECONOMIE INSTITUTIONNELLE**

CHAPITRE 1 : EVOLUTION DES INSTITUTIONS ECONOMIQUES MALAGASY DEPUIS 1787

En se basant sur la théorie évolutionniste de Veblen qui stipule que les hommes sont d'abord des êtres évolués et institutionnalisés. Pareillement, la société Malgache est aussi une société qui a évolué dans le temps et dans l'espace. Elle est aussi une société institutionnalisée et ce depuis la période de la Royauté jusqu'à nos jours. Ce chapitre va mettre en évidence ce caractère institutionnelle de la société Malgache pendant les périodes allant de 1787(sous le règne d'Andrianampoinimerina) jusqu'à la 4^{ème} république. Le choix du règne d'Andrianampoinimerine vient du fait que c'était sous son règne que les institutions ont commencé à marquer l'histoire de Madagascar.

Section1 : institutions économiques Malagasy avant la colonisation (1787-1960)

- Institutions sous le règne d'Andrianampoinimerina (1787-1810)

Le commerce d'esclave a fait l'objet de la transaction économique Malagasy l'esclavage était une des institutions de l'époque. L'esclavage était le principal produit d'exportation Malagasy. Des navires sont alors arrivés dans le port de Morondava, au masselage de Mahajanga et de Toamasina pour se procurer des esclaves ; Certains étrangers ont fini par se pénétrer au centre de l'île pour négocier avec les Rois et chefs. Des Guerres commerciales et non politique ont alors pris de l'essor. Les Rois étaient des habiles commerçants et l'échange des esclaves contre des armes se sont développé. Cet échange d'armes n'avait fait qu'accentuer encore plus le commerce des esclaves. Avec l'arrivée d'Andrianampoinimerina (1787-1810), grâce à son intelligence politique et sa richesse, il avait réussi à réunir le royaume Merina. Il avait eu accès à la mer grâce à son alliance tactique avec Ravahiny la reine d'Ibana. Grace à son habilité en commerce, il était devenu financièrement puissant._Andrianampoinimerina a établi le « **Tsena** »afin d'affermir son pouvoir et d'organiser son mode de gouvernance.

Le Tsena était une institution qui a vraiment marqué l'histoire des institutions de Madagascar. Le Tsena présente des caractéristiques spécifiques dans l'histoire des institutions Malagasy. Le Tsena est une institution non importé mais née dans le contexte Malagasy

- Contextes historiques et économiques de la création du Tsena

Pendant l'époque de la royauté, le commerce des esclaves constituait le principal objet d'échange. Cependant, ce sont les belligérants qui ont surtout effectué les échanges, ils se rencontrent pour négocier entre eux des esclaves, des armes. On appelait ce rencontre le « Fihaonana ». Mais quand Andrianampoinimerina e réussi à réunir l'Imerina, il a aboli le Fihaonana en disant « Je ne l'appellerais plu Fihaonana parce que vous y faisiez de mauvaise rencontre. Je le désignerai par le mot « Tsena ». Ce changement de nom avait pour but de consacrer la naissance de la nouvelle institution. On a commencé à expérimenter le Tsena, le premier Tsena était installé à Avaradrano. Le Tsena est désormais un rencontre d'honnête gens désireux d'échanger, mais aussi des pauvres qui ont peu de choses à vendre. Tout peut y être vendu, même les aliments cuits et de l'eau pour désaltérer les gens en échange d'un objet pour que les pauvres puissent gagner leurs pains

- Objectifs du Tsena

Notamment : pour inciter à la production, pour la monétarisation croissante de l'économie (apprendre les gens à utiliser de la monnaie), pour la socialisation de la population sans distinction d'origine, de statut social ou de condition de vie. Les différences sont tuées au marché, tout le monde devait y respecter les règles même la famille royale. Le Tsena permettait aussi de rassembler les gens afin d'y prononcer le « Kabary » ou les discours. C'est un lieu sacré ou les délits sont passibles de peine de mort.

- lois sur les Tsena

Les lois sont divisées en trois catégories :

1) pour assurer l'ordre : -vol à la tire, l'escroquerie, le vol de bétail, perturbation des Tsena (Mpandrava Tsena), l'invention des rumeurs, les ventes forcées, les folles enchères sont formellement interdits. Les coupables sont exécutées et leurs cadavres sont exposés aux alentours du Tsena pour servir d'exemple sauf pour les vols d'aliments cuits souvent effectué par des enfants, des pauvres affamés et le découpage d'un morceau de viande lors

de l'abatage par des enfants et esclaves. Mais le boucher peut quand même gifler les plus téméraires ou les faire travailler.

2) pour établir des lois sur les taxes et impôts : les impôts fixés par le Roi étaient le isam-pangady créés pour les paysans, ainsi que pour le fadintseranana(droit de douane) et le Haba (taxe sur les transactions commerciales). Ils seront bientôt suivis du « vola amidy basy » ou impôt de défense nationale proportionnel au nombre des esclaves possédés.

Pour la paysannerie, le paiement de l'isampangady s'accompagne d'un droit de jouissance et d'une réglementation précise concernant la propriété usufructière des sols aménagés surtout des rizières/

Lors de l'abatage d'un bœuf, l'arrière train du bœuf (vodihena) devait revenir aux souverains, mais ce fut trop lourd pour les gens alors le Roi a établi que seulement le $\frac{1}{6}$ de l'arrière train reviendront aux souverains. Si le marché se déroule sur un terrain privé, le propriétaire recevait un petit loyer dénommé « saratokotany » prélevé sur le sel, la viande, le manioc et le riz.

3) pour établir les codes commerciaux : il fut interdit de vendre ou d'acheter en dehors du Tsena pour éviter les vols. Le tsena a été donc établi pour effectuer des transactions ou échanges honnêtes.

- Organisation du Tsena

Le Tsena est organisé par produits pour que le client puisse trouver facilement ce qu'il cherche. Il était interdit aux vendeurs de changer de place (les premiers occupants ne peuvent être chassés). On ne doit pas marcher sur les pieds des autres, ceux qui cassent les produits doivent rembourser. Si l'esclave vendu présente des anomalies, l'acheteur dispose de 15 jours pour retourner l'esclave et se faire rembourser.

Une affaire conclue est ferme, les mauvais payeurs et débiteurs sont sévèrement punis, ils seront vendus comme esclaves, les marchands guérisseurs devront passer l'épreuve du Tangena avant de vendre leurs médicaments. Il était conseillé de servir les petits clients avant les gros clients. Il était exigé de vendre des quantités accessibles à toutes les bourses. Certains produits étaient interdits comme les Rongony, les procs, les vaches...

Le Roi a même établi des unités de mesures afin de faciliter l'échange : le hasina était devenu le vola tsy vaky (monnaie d'échange),

Vary iray= 6 vata

Iray fatambary= 1/24 vata

Refy iray = 7 zehy

Pour conclure, le Tsena était la seule institution avant la colonisation qui portait en elle le symbole de la paix, du pouvoir et de l'enrichissement du peuple. Il constitue surtout la preuve de la sagesse et de la bienveillance du Roi Andrianampoinimerina. Aucun Roi avant et après lui n'avait cette qualité de mode de gouvernance et il était bien le seul qui se souciait sincèrement du bien être de son peuple. C'était sous son règne que les Imeriniens avaient atteint un certain degré de développement dans le domaine de l'industrialisation. L'hydraulique agricole arrivait à un degré de perfection qui étonne les techniciens de nos jours : les aménagements qui subsistent encore et qui représente un travail gigantesque, les malagasy savaient extraire le fer des gisements abondants qu'on trouve dans l'île et ils suppléaient par une très grande habileté manuelle. Andrianampoinimerina organisait aussi les premières corporations et fixait les règles des corps du métier. Ce furent le mpanety trano (couvreurs en chaume), les mpiandry-omby(gardiens des troupeaux royaux), les Manjakaray (fabrique de poudre à la méthode Malagasy, repris par les Arabes), les fitonjato-lahy(bûcherons et charpentiers). Au total 934 maîtres et compagnons. C'était aussi sous son règne que le royaume féodale Merina a réussi à acquérir toutes les caractéristiques d'un Etat avec la possession d'un territoire, l'institution d'une force publique avec comme corps d'armée spéciale les « Tsiarondahy » et enfin avec les contributions des citoyens par l'intermédiaire de l'impôt.

- **Institutions sous le règne Radama 1^{er} (1810-1828)**

L'ouverture de Madagascar aux influences Européennes s'est opéré sous le règne de Radama 1^{er} (1810-1828). C'était le début du développement économique du Pays. Cette période était également marquée par des transferts de technologie. Des analystes ont même affirmé qu'à l'époque Madagascar aurait pu accéder à l'industrialisation et par la suite au développement à une vitesse similaire à celle du Japon.

Radama 1^{er} était un Roi sage et brillant. A l'époque, suite à la signature du traité Anglo-Malagasy, il autorisa le London Missionary Society (LMS) à s'implanter à Madagascar plus précisément en Imerina pour commencer. Le but de Radama 1^{er} n'était pas de se soumettre aux influences étrangères mais son principal objectif était de pouvoir installer à Madagascar des unités de production de produits manufacturés. Il voulait donc seulement donner à Madagascar la chance de bénéficier des transferts technologiques. Il opta ainsi pour une aide bilatérale en mettant en concurrence avec les étrangers des artisans venus de la Réunion. La LMS quant à elle est venue à Madagascar pour y faire valoir le Christianisme et pour pouvoir apprendre « les arts et métier » avec une valorisation du travail. Cette coopération (**conforme à la théorie de transaction de Commons**) aurait pu permettre à Madagascar de s'industrialiser, mais malheureusement ça n'a pas marché car on a bénéficié des transferts technologiques gratuitement, on nous a servi les technologies sur un plateau d'argent alors que les choses gratuites ont peu de valeur à celui qui l'a reçu et donc ne crée pas une incitation positive chez eux. Une autre cause de l'industrialisation est l'ignorance des besoins prioritaires. Ainsi sous le règne de Radama l'industrialisation n'a pas marché. De plus, les produits importés ont envahis les produits locaux ruinant le textile autochtone. Au final, la coopération anglo-malagasy n'a pas abouti à l'industrialisation.

- **Institutions sous le règne de Ranavalona I (1828-1861)**

Sous le règne de Ranavalona I (1828-1861), Madagascar a eu nouvelle chance de s'industrialiser. Ranavalona I s'intéressait plus particulièrement à la sidérurgie qui est un élément important pour l'industrie d'armement afin de légitimer son pouvoir, or la légitimité est une des caractéristiques importantes des institutions. Il était donc interdit d'échanger des bœufs ou du riz aux étrangers sauf en échange de fusil ou de poudre car elle accordait beaucoup d'importance à l'armement. C'était sous son règne que Jean Laborde s'installa à Antananarivo pour diriger une industrie d'armement implantée à Ilafy. En 1833, il quitte Ilafy pour s'installer à Manatsoa où se situe un gisement de minerai de fer à proximité d'une grande forêt et d'une rivière procurant une force motrice. On a baptisé ce complexe « Soatsimanampiovana » possédant des ateliers de traitement de fer, un haut fourneau, une fonderie, une forge, des ateliers de tournage et d'ajustage, une fabrique d'arme et de canon. Le premier canon fut sorti en 1844. A l'époque Madagascar a pris rapidement son

cheminement vers l'industrialisation. Mais plus tard en 1857 les malagasy ont détruit ce complexe lors de l'exil de Jean Laborde à cause de la colère des Malagasy envers les étrangers. L'industrie de Laborde aurait donc pu mais n'a pas pu amener Madagascar vers l'industrialisation.

- **Institutions Malgache pendant la gouvernance de Rainilaiarivony**

En 1864, Rainilaiarivony a pris le pouvoir sur le royaume Merina. L'exercice du pouvoir de Rainilaiarivony était divisé en deux périodes :

- la période allant de 1864-1880 : était marquée par une phase de développement rapide des industries locales et de l'agriculture eut pendant les premières années de son règne sans grande transformation des caractères féodaux des activités où l'institution dominante ou pratique dominante était « l'enseignement ». Il faut noter par contre que cette institution est de nature inorganisée ou spontanée conforme la théorie de Von Hayek ou pragmatique de Carl Menger un développement rapide des industries locales et de l'agriculture eut pendant les premières années de son règne sans grande transformation des caractères féodaux des activités. Les artisans formés par Jean Laborde ont formé les gens de leur entourage, et d'autres ont subi des formations auprès des missionnaires catholiques et protestants. La tannerie, la fabrication des chaussures, la maroquinerie, les fabriques de bougie et de savon, la bimbéloterie et la bijouterie s'étaient particulièrement développées. Partout apparaissaient des boutiques de tailleurs et les arts féminins (dentelle, broderie) s'ajoutaient aux anciennes industries domestiques. L'enseignement se développait aussi. Au début c'était difficile d'inciter les gens dans l'apprentissage car les parents craignaient un retour des représailles. Le principal facteur du frein au développement de l'enseignement fut le maintien du régime de la corvée. Les gens pauvres étaient d'autant plus susceptibles d'être requis s'ils étaient plus instruits et par conséquent, capables de rendre de plus grands services. Par conséquent, ils préféraient apprendre par des moyens de fortune plutôt que de s'instruire officiellement dans les écoles. Mais peu à peu, ce sentiment cède devant le désir d'apprendre pour acquérir une meilleure situation surtout dans l'administration à tel point que les écoles se développaient rapidement, toute une pépinière de médecins éclairés apparaît. Ce développement général des connaissances fut

encore aidé par l'imprimerie. Au fur et à mesure que l'économie Malagasy se développait, la concurrence entre commerçants étrangers et malgaches devenait plus acharnée, ce qui amena le gouvernement malgache à la réfutation de la ratification des traités de 1862 et de la charte de Lambert qui allaient être la source de principales difficultés. Des problèmes surgissaient car les étrangers voulaient profiter des richesses de Madagascar, ce qui nous amène à la phase suivante : la conquête coloniale

- période de 1880: phase de régression sous la pression impérialiste se terminant par la Guerre de conquête

Section2 : institutions économiques marquant la colonisation

Le gouvernement de Rainilaiarivony était le dernier gouvernement avant la colonisation, ce fut la fin de l'hégémonie Merina. Le traité de 1885 permettait une mainmise rapide sur de l'impérialisme Français sur l'économie de Madagascar. Le premier Janvier 1905, les colonialistes s'approprièrent purement et simplement des richesses naturelles du pays. Gallieni note que 2385 concessions agricoles qui représentaient au total 404904 hectares avaient été attribuées sans compter les grandes compagnies dont certaines s'élevaient à des milliers d'hectares. Le mode de gouvernance ou institutions marquant l'époque était donc l'exploitation du pays par n'importe quels procédés à savoir : le monopole du commerce extérieur, le travail forcé et l'impôt, le prix et salaire et enfin l'oppression culturelle.

a) Le monopole du commerce extérieur

La mainmise impérialiste s'est traduite par l'organisation systématique d'un monopole du commerce extérieur au profit des grosses sociétés coloniales, Madagascar devait être le fournisseur de matières premières pour les industries françaises. Aucune industrie indépendante ne devait se construire sur le territoire. Madagascar devait fournir les matières premières à très bon marché, et acheter par contre les produits fabriqués français le plus cher possible car les profits des colonialistes dépendaient de la rigueur des monopoles, du volume du commerce et de l'écart entre le prix à la production et le prix de

vente des produits manufacturés. L'essentiel des échanges se faisait avec la France ou avec les pays de la zone franc, 75% à 85% des productions Malagasy étaient dirigés vers la France seulement les 3 à 5% de ces produits ont été exportés vers les autres colonies de la France. Il faut noter que ces exportations n'étaient pas conçues pour l'intérêt du peuple Malagasy mais pour les exigences des intérêts impérialistes. Au fur et à mesure que les profits des colonialistes augmentaient, les larges masses paysannes voient leur pouvoir d'achat se réduire de plus en plus. Quant aux importations, elles étaient gonflées par les produits d'équipements pour exploiter davantage les pays.

b) Le travail forcé et l'impôt

En vu du pillage colonial et pour réaliser des profits sans cesse croissant, les monopoles exigent la construction des routes, canaux, chemin de fer, ports, aérogares....Pour y parvenir, le colonisateur a eu recours à deux moyens principaux : le travail forcé et l'impôt. Pour préparer l'essor de la colonisation, la condition essentielle à cette époque d'inculquer des habitudes de travail à la population indigène et d'amener les Malagasy, non seulement à s'employer dans des entreprises privées mais encore à concourir à la création de l'outillage économique. Des milliers d'hommes sont requis et encadrés militairement pour construire des routes et les voies ferrées. Le père Suau estime à 70% de ces pionniers, le nombre de ceux qui succombent dans certaines unités. Les fonctionnaires exploitaient les corvéables jusqu'à l'extrême limite de leurs forces. Quant à l'impôt, il a été considéré dès la conquête comme un moyen de contraindre le paysan malgache à louer ses services chez un colon. Gallieni a bien noté que l'impôt est le stimulant indispensable à l'énergie indigène. En effet, à l'époque, dès qu'approche la période de recouvrement de l'impôt, il se produit dans les offres de service des indigènes une surabondance de bon augure pour ceux qui ont des travaux en retard ou des affaires à expédier. L'impôt n'était aucunement proportionnel eu revenu réel. Les impôts directs frappant lourdement les contribuables malgaches les plus pauvres. Il est passé de 125 francs avant la Guerre à 2000 francs en 1995 tandis que les impôts indirects frappant les consommateurs quelle que soit sa situation et sa fortune. Ce sont les pères de familles qui en Souffrent le plus et a fait baisser le revenu des familles malgaches.

c) prix et salaire

Les travailleurs sont systématiquement soumis à un régime de bas salaire qui permet aux sociétés coloniales d'accroître encore leurs profits. Les salaires demeuraient très bas. Le pouvoir d'achat qu'il représente s'est considérablement réduit devant la montée des prix des marchandises d'importation. L'indice du coût de la vie n'est pas loin d'atteindre le coefficient de 20 par rapport à 1939, alors que les salaires sont tout justes au coefficient de 10. Le salaire journalier varie de 30 à 40 francs C.F.A. Mais le kilo de pain coûte 30 francs, le bœuf 90 francs, le beurre 600 francs, le sucre 50 et le riz qui est l'aliment de base des Malagasy coûte 30 francs. En outre, en 1957, le salaire minimal est fixé à 21 francs de l'heure à Tananarive sur la base de 40h par semaine, mais quand on sort de Tananarive le salaire est encore plus bas, à Fianarantsoa par exemple, le salaire est fixé à 8075 francs l'heure, soit 58.2 francs par jour à Mahajanga.

d) Oppression culturelle

Pour empêcher la population Malgache de prendre conscience de son unité, il importait de détruire la culture nationale. Gallieni a écrit la dessus que : « dès mon arrivée, j'ai tracé une ligne de conduite à suivre à cet égard à tous ceux qui détenaient une part quelconque d'autorité : la langue française, disais-je dans une de mes premières circulaires doit devenir la base de l'enseignement dans toutes les écoles de l'île. Après la première Guerre mondiale, on interdisait même l'enseignement de l'histoire et de la géographie. Par la suite, l'oppression culturelle s'est fait sentir dans tous le domaine : la presse, la littérature, le théâtre, les arts. Jusqu'en 1930, il fut interdit de publier un journal en langue malgache. En dépit de cette oppression, la littérature a joué un grand rôle dans la lutte du peuple Malgache.

Ainsi, si la colonisation a effectivement rapporté de gros profits pour les colonisateurs, elle n'a signifié pour la grande masse du peuple Malgache que l'appauvrissement et la baisse de son niveau de vie.

Section 3 : les institutions économiques Malgaches après la colonisation

Depuis la période du 1960, la politique du néolibéralisme et de l'ajustement structurel était la politique générale de l'Etat Malgache. Madagascar est une république

démocratique et chacune des républiques qui se sont succédé ont chacun apporté des changements politiques tout en maintenant la prédominance de la structure institutionnelle. En général, il y avait 4 républiques qui se sont succédé depuis 1960 jusqu'à nos jours :

La période 1960-1972 : était la période de la première république, dirigé par le premier président Philibert Tsiranana, cependant les Français continuent toujours à exercer une domination sur l'administration, l'armée mais aussi sur les activités économiques et la vie culturelle de la première république. Ce qui provoqua le mécontentement des étudiants et les amena à une grande révolte en 1972, ce révolte à été massivement appuyée par les lycéens et le monde ouvrier de la province de Tananarive et qui a finalement entraîné la chute du régime. C'est le général Ramanantsoa, chef de l'état-major qui a par la suite pris rênes du pouvoir. N'étant pas capable de faire face aux troubles et au risque d'éclatement du pays, le général Ramanantsoa a préféré céder le pouvoir au colonel Ratimandrava au début de 1975. Mais ce dernier fut assassiné au bout d'une semaine. Après des mois d'instabilité, une conjuration militaire place à la tête de l'État le capitaine de corvette Didier Ratsiraka, qui était ministre des Affaires Étrangères sous le gouvernement de Ramanantsoa. Le mode de gouvernance de l'époque était donc la colonisation fictive.

Période du 1972 : période de la deuxième république (la République démocratique de Madagascar) dirigé par Didier Ratsiraka, l'institution économique marquant cette période était la « malgachisation et la socialisation de l'économie et de la société » mais aussi l'uni-partisme : l'AREMA était la seule partie politique valide ou légale. De nombreux secteurs de l'économie sont ainsi nationalisés et un parti unique qui est l'AREMA (Avant-garde de la révolution malgache) dominait toute la vie politique. Découragés, les investisseurs se retirent, entraînant une dégradation rapide de l'activité économique et une aggravation de la paupérisation. L'institution de la socialisation n'était donc pas efficace car au lieu de » stimuler la croissance économique, elle & au contraire entraîné le pays dans une grande récession. Ce qui vérifie les thèses des économistes institutionnalistes selon lesquelles les institutions et performances économiques sont très liées. Cette organisation était donc contraire à l'intérêt collectif. Or l'économiste Commons a élaboré une thèse sur la durée de vie d'une organisation active qui stipule que une organisation persiste si elle crée les conditions favorables aux actions collectives mais si au contraire elle met en danger les

actions collectives, cette organisation va être éliminée et c'est exactement ce qui s'est passé pendant cette période, la socialisation entraînait la dégradation des activités économiques et au final cette organisation au bout d'une quinzaine d'année a classé Madagascar parmi les pays les plus pauvres de la planète. Ce qui mit fin à ce régime

Période du 1980 : troisième république dirigé par Zafy Albert. Voyant l'échec du régime précédent, il a choisi une politique d'ajustement structurelle marquée par la libéralisation des grandes sociétés et à l'ouverture de l'économie au commerce internationale.

. Le nouveau président, Albert Zafy, procède aussitôt à une libéralisation de toutes les institutions dans le cadre d'une Troisième République. Cette politique a eu quelques effets positifs car en 1989, on recensait que pour la première fois à Madagascar, le taux de croissance du PIB était supérieur au taux d'accroissement de la population. L'institution de la liberté industrielle était donc propice pour la croissance. Malheureusement, ça n'a pas duré longtemps à cause de la crise du 1991 marqué par l'échec du régime parlementaire (le pouvoir était paralysé par les conflits qui persistait dans le parlement. Ce qui amena à la destitution de Zafy par la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) le 5 septembre 1996, la rêne du pouvoir a été par la suite confiée au Premier ministre Norbert Ratsirahonana.

1997 : Lors de la nouvelle élection présidentielle qui se termine le 31 janvier 1997 Didier Ratsiraka consacre le retour au pouvoir pour cinq ans. En 1998, il organisa un referendum pour procéder à la mise en place des « provinces autonomes » qui demeurent en fait sous son contrôle direct, ceci dans le but de renforcer le pouvoir présidentiel

En 2001 : Une nouvelle élection qui opposait Ravalomanana et Ratsiraka fut organisé en dont le résultat a été contesté par Ravalomanana, ancien maire d'Antananarivo. Marc Ravalomanana devient président à l'issue d'une crise politique qui dure tout le premier semestre 2002 Sous prétexte de controverse sur les résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001, soutenu par une grande masse populaire et grâce à son engagement religieux, Marc Ravalomanana se fait proclamer vainqueur au premier tour, et est nommé Président de la République le 22 février 2002. Un recomptage des voix prévu par les Accords de Dakar permet d'attribuer officiellement à Marc Ravalomanana la victoire au premier tour qu'il revendiquait. Didier Ratsiraka quitte Madagascar en juillet 2002 pour la France et l'élection de Marc Ravalomanana est reconnue par la France et les États-Unis. Son

programma politique promettait un développement économique et industriel rapide mais les investissements étrangers et privé se sont concentré uniquement sur un petit nombre de projet notamment sur les extractions minières d'ilménite et de nickel. On n'a donc pas pu voir un grand changement sur l'industrialisation ni sur le chômage. On a également assisté à un Contrôle politique par un parti hégémonique (le TIM : Tiako i Madagasikara), un présidentialisation, un accaparement clanique du pouvoir. Cette extrême concentration politique fut également un moyen pour le président d'étendre son pouvoir économique. Sur la période 2002-2009, les Entreprises de son groupe Tiko, bénéficiant de mesures préférentielles, se retrouvèrent en situation de quasi-monopoles et connurent alors une très importante extension de leurs activités. Il y a eu confusion entre pouvoir politique, économique et religieux.

Après avoir lancé la reconstruction de routes et d'une partie des infrastructures du pays, Marc Ravalomanana est réélu lors de l'élection du 3 décembre 2006 en gagnant au premier tour avec la majorité absolue, il est de nouveau président de la République de Madagascar pour un nouveau mandat de 5 ans. Le 4 avril 2007, il organisa un référendum qui a pour objet principal la suppression des six « provinces autonomes » et l'instauration des « régions » au nombre de 22. Bref, les institutions, organisations ou règles de jeux (selon North Douglas) de cette période étaient : le contrôle politique, présidentialisation du pouvoir, subdivision régionale et monopolisation du marché.

Le janvier 2009, une crise politique entre le maire de la capitale Andry Rajoelina et le président Marc Ravalomanana fait une centaine de victimes et a obligé Marc Ravalomanana à céder le pouvoir, et c'est Andry Rajoelina qui a pris le pouvoir suite au refus du directoire militaire pour établir le gouvernement de transition en attendant la prochaine élection. Cependant cette dernière n'a eu lieu que 5 années plus tard. Le peuple Malgache a vécu pendant ces années de grandes difficultés car l'environnement politique était instable, ce qui faisait fuir les investisseurs. Beaucoup de Malgache sont devenu chômeur et il était difficile de trouver de l'emploi alors que le taux d'inflation ne cesse d'augmenter. En 2014 : Hery Rajaonarimampianina fut élu président de la IVème république et son premier ministre est Roger Kolo. Dans la soirée du 14 janvier 2015, le général de brigade aérienne Jean Ravelonarivo est nommé premier ministre pour remplacer Roger Kolo. La période 2009-2014 était donc marquée par une instabilité politique (organisation active contraire à l'action collective de Commons), d'où la **continuité des récessions économiques**.

Section 4 : Constat ou analyse critiques sur les différents modes de gouvernance qui se sont succédé en référence avec les théories des économistes institutionnelles.

D'après les sections précédentes, on peut constater que la plupart des régimes ont pris fin suite à des défaillances de l'organisation ou mode de gouvernance. Il faut en passant que le mode de gouvernance ou organisation est un élément qui fait partie de l'analyse institutionnelle de Schmitter c'est l'organe qui donne à vie à l'institution. Ce qui signifie que si un organe présente des défaillances, les institutions y sont donc aussi défaillantes. Ce qui explique la théorie de Commons qui stipule qu'une organisation est éliminée quand elle met en danger les actions collectives. Or chaque régime avait abouti à une récession économique c'est-à-dire qu'elle mettait en danger les activités économiques des acteurs d'où leur élimination. Pour conclure, on peut dire que les institutions qui ont été établies par chaque régime ne stimulaient pas du tout la croissance économique. C'est pour cela qu'on n'a jamais vécu la croissance à Madagascar.

CHAPITRE 2 : CONSTAT DES INSTITUTIONS ECONOMIQUE ACTUELLES DE MADAGASCAR

Malgré la présence des différents dirigeants qui se sont succédé dans le temps, ayant chacun leurs propres idéologies, en analysant leurs actions, on peut constater qu'ils ne sont pas si différents que ça. Le système et les pratiques politiques ont peu évolués. Depuis la phase de malgachisation à l'époque du gouvernance de Ratsiraka, passant par la politique d'ajustement structurel de Zafy Albert, même à l'arrivée de Ravalomanana en qui le peuple Malgache a accordé toutes leurs confiances jusqu'à la période de la transition, aucun régime ne peut prétendre avoir permis une croissance économique pour le pays. Il n'y a jamais eu d'âge d'or à Madagascar depuis la décolonisation.

Avant d'entamer les caractères institutionnels Malgaches, rappelons d'abord que les institutions forment l'ensemble des règles qui permettent de réguler le fonctionnement des sociétés.

North Douglas a classé deux typologies des sociétés humaines afin de promouvoir les qualités structurelles des institutions notamment : -l'OAO (compétition économique et politique, principes méritocratique et démocratique, institutions inclusives

-l' OAL (coalition des élites, pour la captation des rentes économiques, redistribution des rentes pour réguler la violence et stabiliser le système, institutions extractives)

L'OAL et L'OAO sont caractérisé par la solidité et l'efficacité des institutions. Sur les questions institutionnelles ; Madagascar se trouve dans une situation emblématique, d'une manière on peut juger les institutions Malgaches d'être fragile, mais si on analyse bien, Madagascar peut très bien accéder à l'OAO et à L'OAL

Section1 : les qualités structurelles des institutions malgaches (pour accéder à l'OAO)

1) L'absence de violence extrême

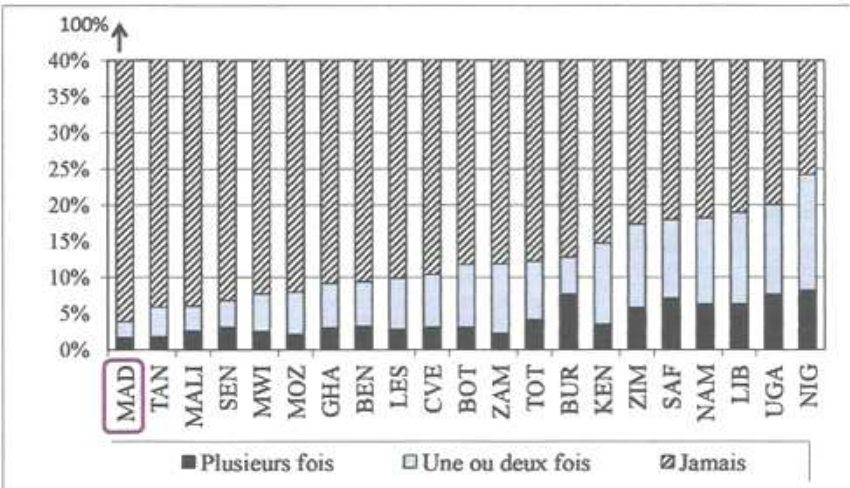
Etant donné que l'ordre social soit le premier objectif des sociétés, la violence politique à Madagascar est très faible depuis son indépendance par rapport a celles des autres pays de l'Afrique, il n'y a jamais eu de tuerie de grande ampleur à Madagggascar. L'analyse comparative des données d'enquête auprès de 20 ménages des pays Africains a montré que la violence à Madagascar sont beaucoup plus faibles surtout les violences

physiques. Malgré le fait que le peuple Malgache craigne l'insécurité, si on compare aux autres pays, le niveau d'insécurité à Madagascar est encore relativement bas. S'il ya eu des violences à Madagascar, c'est dû à des mécontentements politique. Ces violences politiques ont toujours conduit les dirigeants du pays à leur destitution. En réalité les Malgaches craignent la violence d' où le fameux « Fihavanana », et ne supportent pas le versement de sang. Ci-après est la figure qui montre que le degré de violence à Madagascar est de loin relativement bas par rapport aux autres pays de l'Afrique :

Figure 1 : Degré de violence en Afrique

La théologie politique : le tabou de la violence

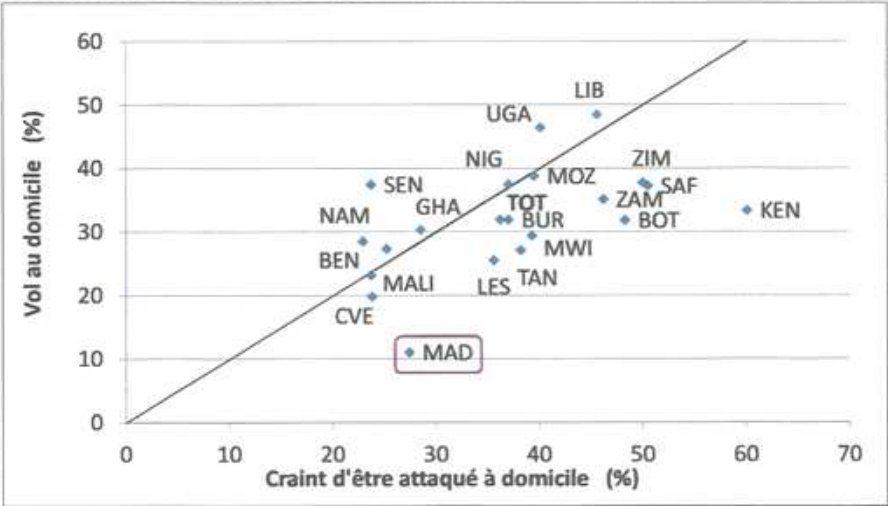
Victime d'agression physique (2008)



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial (pour Madagascar), 2008. 33

La théologie politique : le tabou de la violence

Sentiment vs. Expérience d'insécurité



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial (pour Madagascar), 2008. 34

1) Organisations économique :

Le cas de la zone franche montre l'efficacité et la stabilité des institutions Malgaches. En effet, la zone franche industrielle de Madagascar subit des pressions provenant de la concurrence mondiale les plus performantes, pourtant elle a toujours réussi à se positionner sur le marché du commerce international. Cependant pour pouvoir maintenir la zone franche, un pays doit avoir en son sein une stabilité et une efficacité institutionnelle. Ainsi la réussite des zones franches à Madagascar montre que Madagascar a su relever ce défi. Ainsi, on peut dire que Madagascar possède des institutions suffisamment stables pouvant générer le développement.

1) La prise en compte des aspirations du peuple

La démocratie constitue la première condition à l'adhésion dans la communauté internationale. Abraham Lincoln stipule que la démocratie est : « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Cette définition désigne la souveraineté politique du peuple qui est donc à la fois l'origine et la finalité du pouvoir. Beaucoup pense que la démocratie n'est pas pour le peuple Malgache étant donné que c'est un concept étranger. Cependant la démocratie existait déjà dans la société traditionnelle malgache. D'où le concept du consensus ou du « marimaritra iraisana », des concepts de « tsy misaramianakavy, loabary an-dasy, ny hevitra ny maro mahataka-davitra, etc(Solidarité familiale, dialogue franc, concertation, autant il y a d'idées exprimées autant on voit plus loin) ». Durant la monarchie, le suffrage universel existait sous la forme d'une démocratie directe de l'assemblée du Fokonolona. Une enquête réalisée par le KMF/CNOE sur l'état de la démocratie à Madagascar dont les résultats furent présentés aux assises de la démocratie montre que la notion de démocratie est comprise par les citoyens. Et malgré quelques divergences d'opinion, la majorité s'accorde à reconnaître que les traditions ne sont pas contraires à la démocratie : 48,96% ne trouvent aucune contradiction entre démocratie et traditions quand 24,32% pensent que ces dernières représentent un frein pour la démocratie. Une des preuves qui montre qu'à Madagascar l'opinion du peuple compte, c'est l'émergence de diverses manifestations dues au mécontentement du peuple sur le mode de gouvernance des dirigeants

Section2 : les défaillances des institutions économiques Malgaches

Les défaillances des institutions constituent les principaux blocages au développement de Madagascar. Ce sont des pratiques courantes qui influent sur la vie économique de Madagascar à savoir : la possession des rentes, les fragmentations sociales et les instabilités politiques.

- Les rentes entre des mains minoritaires :

Les rentes économiques de Madagascar appartiennent à un nombre très restreint d'individus ; elles comprennent les possessions de Terrains, des bâtiments ou de valeurs immobilières. Ce sont des héritiers ou des initiés qui sont en possession de ces rentes. Ces dernières constituent des avantages inespérés entraînant de fortes inégalités vues le nombre de ceux qui les possèdent. Pendant les périodes coloniales, c'étaient les colonisateurs qui ont profité des bénéfices dégagés par les rente (café, vanilles, girofles,...). Après la décolonisation, surtout après la libéralisation, quelques entrepreneurs seulement avec les individus proches du pouvoir qui sont mieux informés qui ont bénéficié des rentes. La libéralisation qui a commencé sous la gouvernance de Zafy Albert a ouvert les portes au commerce international. Il était difficile de rivaliser avec les produits étrangers, il était donc difficile d'accéder au commerce international, seuls ceux qui ont un réseau à l'extérieur pouvaient y accéder. L'apparition de nouvelles rentes provenant des commerces illicites comme l'exportation clandestine de bois de rose n'a fait qu'empirer davantage la situation économique de Madagascar. Ainsi les bénéfices des rentes sont donc inaccessibles aux personnes en dehors du pouvoir. D'où la spectaculaire inégalité de revenu qui existe à Madagascar.

- Les fragmentations sociales

Les fragmentations sociales sont marquées par la subsistance des principes de distinction statutaire et de diversité ethnique. La société Malgache depuis les périodes féodales ont été fortement hiérarchisées. A l'époque on appelait les « Hova » d'andriana (souverains) et on traitait les « Mainty » (les noirs) d'esclaves. Cette distinction persiste encore même aujourd'hui. D'un autre côté, il y a aussi la distinction ethnique entre les

« côtiers » et les « Merina » qui risquent de provoquer une Guerre ethnique. Ces mode de classement, de hiérarchisation sont finalement ancrés dans les esprits des Malgaches et entraînent des sentiments de soumission et d'acceptation sur ceux dont on classe comme inférieurs. Mais le plus flagrant, est celui de la distinction entre le « Fanjakana » (gouvernant) et le peuple (gouverné). A Madagascar, ceux qui détiennent le pouvoir son considérés comme des « Ray aman-dReny » (parents) à qui on doit le respect et qui ne veulent que notre bien. Ce qui fait que les Malgaches obéissent et acceptent tout ce que le Ray aman-dReny disent ou fassent. C'est pour cela que pendant les référendums, c'est le OUI qui remporte sur le NON alors qu'il peut être tout à fait possible qu'un dirigeant veuille changer la constitution seulement dans le but de renforcer son pouvoir mis non pour l'intérêt du peuple.

- instabilité politique :

Madagascar est aussi caractérisé par l'absence de coopération et de coalition entre les élites ou les détenteurs du pouvoir. Les élites sont eux même fragmentés. Ceci a pour cause principale la convoitise des pouvoirs car la détention du pouvoir constitue la source principale des rentes (on a vu précédemment que les rentes apportent des bénéfices inespérés). Cependant, il n'est pas facile d'accéder au pouvoir, on ne put tout simplement pas prendre la place de celui qui le détienne, ce qui nécessite l'engagement d'un mouvement populaire avec quelques sacrifices pour le renverser ou prendre sa place d'où l'instabilité politique chronique à Madagascar. Ce renversement du pouvoir est devenu comme une pratique courant dans la vie économique et politique de Madagascar.

Chapitre 3 : ANALYSE DU LIEN ENTRE SITUATIONS ECONOMIQUE DE MADAGASCAR ET INSTITUTIONS

Comme le disait Gustav Von Schmoller, un véritable Etat de Droit est celui dont les institutions ne constituent pas un frein pour le développement mais un stimulant. Dans ce contexte, on va donc analyser si l'institution Malgache et la croissance économique vont dans le même sens. Pour ce faire, on va choisir deux éléments essentiels qui stimulent la croissance économique notamment : l'industrialisation et le commerce international. Certes, il y a beaucoup d'éléments qui conditionnent la croissance économique, mais le choix de ces deux éléments vient du fait qu'ils tiennent une grande place dans promotion de la croissance et le développement d'un pays. A partir de ces deux éléments, on va analyser si les institutions économiques de Madagascar stimulent ou non ces deux élément, on pourra par la suite déduire si l'institution économique Malgache stimule ou non la croissance économique.

SECTION 1 : institution et commerce internationale

Actuellement, surtout dans le contexte de la mondialisation ; aucun pays ne peut vivre en autarcie. Après la colonisation, c'est vers les 1990 sous le régime de Zafy Albert que le commerce international a pris de l'essor marqué par la libéralisation de la plupart des secteurs économiques suite à l'échec de la socialisation pendant le régime de Didier Ratsiraka. Madagascar à accédé à l'OMC le 17 Novembre 1994 et s'est intégré dans des accords de commerciaux régionaux afin d'accroître les échanges et bénéficier des avantages comparatives. En effet, promouvoir le commerce international va permettre à Madagascar non seulement d'accroître les bénéfices mais également de bénéficier des transferts technologiques pouvant aboutir à l'industrialisation. Il reste à savoir si le commerce extérieur est vraiment promu à Madagascar.

- Organisations du commerce internationale à Madagascar

Pour cadrer l'analyse, on va toujours se baser sur les théories des économistes institutionnalistes. Dans cette analyse, on va se baser sur la notion de « règles d'actions » de Commons. Les règles d'actions ont pour objectif de promouvoir l'intérêt collectif. Elles ne constituent pas une harmonie des intérêts individuels mais créent une « mutualité praticable » et une relative sécurité des anticipations par els individus au cours des transactions. Dans ce contexte, les règles d'actions établis par l'Etat pour promouvoir le commerce international sont :

- les droits de douanes sont les principaux instruments de politique commerciales de Madagascar
- la promotion des exportations
- la libéralisation des secteurs de l'économie, ce qui témoigne la confiance de Madagascar aux marchés concurrentiels
- l'abolition du contrôle des prix sur les produits agricoles
- dans le secteur manufacturier, Madagascar mise sur la promotion de zones franches industrielles
- dans le secteur de service, Madagascar met en œuvre un programme de privatisation
- attraction des IDE

Les nouvelles orientations commerciales sont : concurrences saines et loyales, protection des consommateurs, promotion des échanges commerciaux, exploitation de toutes les possibilités offertes, concertation avec la secteur privé, professionnalisation des activités commerciales

L'objectif de toutes ces règles d'action est de permettre au secteur privé et au secteur commercial d'assumer le rôle moteur à la croissance économique

- situations de Madagascar par rapport au commerce international

Madagascar a complètement libéralisé son régime commercial extérieur surtout suite à la privatisation des entreprises de l'Etat. Les droits de douanes sont les principales instruments de sa politique commerciale depuis 1995 avec les autres droits et impositions sur le produits agricoles, chimiques aux taux respectifs de 30% et de 25% à l'exception des

exonérations suite à des conventions internationales (pour des raisons sanitaires, phytosanitaire, sécurité...) ou des produits considéré comme stratégique pour le gouvernement (vanilles, pierres précieuses...)

Vers le milieu des années 90, le gouvernement a libéralisé la plupart des secteurs de l'économie. Exemple pour le secteur agricole : office de commercialisation supprimé, abolition des contrôles des prix sur presque tous les produits, octroi des incitations dans le cadre du régime de zone franche industrielle. Cependant, durant toutes ces années de commerce extérieurs, on a connu une croissance stagnante voir même récessive ce qui signifie une perte de compétitivité. En 2010 par exemple, La balance commerciale a enregistré un déficit de 815,7 millions DTS contre un déficit de 631,6 millions DTS en 2011 à un net accroissement de la valeur des importations d'environ 12,7% par rapport à 2011, alors que la valeur des exportations n'a connu qu'une hausse timide de 1,5%.

Le commerce extérieur de Madagascar entre 2009 et 2010

Les Exportations

Les exportations malgaches ont enregistré une hausse de 2,9% en termes de valeur, grâce à la reprise de la croissance économique mondiale en 2010 marquée par l'augmentation de la demande. Cette augmentation des exportations provient de l'augmentation de l'exportation de la vanille (41,1%) et les produits pétroliers (32,4%). Par contre, les exportations de girofle et de crevettes ont diminué de 35,2% et de 26,2% et celui des produits des zones franches industrielles a baissé de 6 ,7 points soit 45,7%, consécutif à la diminution de leur valeur de 10,3%.

-Les exportations des produits du règne végétal s'élèvent 327 milliards d'Ariary de DTS en 2010. Elles constituent la plus grande part des exportations soumises au régime de droit Commun et sont toujours dominées par la vanille et le girofle.

La quantité exportée de girofle a diminué de 47,1% malgré une amélioration du prix exprimé en monnaie locale de 31,8% ; il y a eu donc une diminution de la valeur des exportations de ce produit de 30% par rapport à celle de 2009.

Tableau 1 : exportations des produits de nature végétale en 2010

Produits	Volume	Valeur (Ariary)
Vanille	2411787	127605067977
Girofle	8327723	65937586730
Cacao	7261890	26745866987
Café vert	9378487	25748930943
Litchis	16397383	23341389531
Haricots	9054538	12179236554
Poivres	1987746	11212921647
Pois du cap	5310164	6047875645
Raphia plantes médicinales	768103	4454739004
Cannelle	2440268	3813086021
Arachide	1297135	1344307697
Maïs	1440063	715296182
Autres fruits frais	212457	276233152
Riz courant	32400	60408368
Banane	78400	36824896
Riz de luxe	4610	7002454
Autres produits	9951580	11741735128
Total	78354332	327152676923

Source : Direction générale des Douanes, 2011 ; Madagascar face au commerce internationale

Produits de la pêche : Malgré une hausse de 15% du prix de base de la crevette et la bonne réputation des

Crevettes malgaches sur le marché international, les exportations de ce produit ont accusé une diminution de 17,8% en volume en 2010 (2873 tonnes en 2010 et 3494 tonnes en 2009), suite à une réduction de la production nationale. Ainsi, un manque à gagner de 4,4 millions de DTS a été ressenti au niveau des recettes d'exportation en crevettes.

Produits miniers : La valeur des exportations des produits miniers en l'occurrence le minerai de chrome et le graphite a connu respectivement une variation de 47,2% et de -1,4%. Leur volume respectif a augmenté de 2,0% et de 10,7%. Ce qui signifie que le prix du graphite a beaucoup régressé en 2010.

Principaux destinataires des produits d'exportation : Au terme de l'année 2010, la France demeure le premier pays destinataire des produits malgaches avec une part de 33,9% de la valeur totale des exportations. Ces exportations sont composées à 68,1% de produits de zones franches industrielles (crevettes congelées, produits textiles) et à 31% de produits sous régime de droit commun (huiles moyennes et huiles lourdes, vanille...).

Les volumes de nos exportations vers le Canada et la Chine sont les plus élevés. Leurs volumes respectifs dans le total des exportations sont de 33,8% et 21,8%. Ces exportations sont composées surtout de produits miniers.

Tableau 2 : Liste des principaux destinataires :

PAYS	POIDS	VALEUR	POURCENTAGE
France	69247051	758920797089	33.9
Allemagne	7099050	175963215601	7.9
Chine	180530593	141208034822	6.3
Etats-Unis	7537	119922022458	5.4
Canada	280202426	98696315243	4.4
Inde	51430613	93749043336	4.2
Royaume-Unis	1891298	73481803733	3.3
Emirats-Arabes-Unis	5434218	67693659559	3.0
Italie	9702823	64680727026	2.9
Espagne	10093566	57956554835	2.6
Afrique du Sud	6310840	54721182298	2.4
Autres	199552838	530961776407	23.7

Source : Direction générale des douanes 2011, Madagascar face au commerce internationale

Les exportations des biens et services ont donné les résultats suivants :

-le Girofle a connu une hausse de 11.3% en 2012

-le café a connu une hausse de 42.8%

-le Cacao a connu une hausse de 5.5%

- Les produits de la Zone Franche Industrielle, notamment les textiles, ont affiché une amélioration avec une valeur de 397,7 millions DTS en 2012 contre 371,8 millions DTS en 2011, soit un accroissement d'environ 7,0%

-La valeur des exportations des crevettes et autres produits de pêches ont été légèrement en baisse par rapport à l'année 2011 avec 18,1 millions DTS en 2012 contre 18,7 millions DTS en 2011 ; et

- La filière vanille a été victime d'une forte concurrence sur le marché mondial et a connu une nette dégradation avec une valeur de 13,5 millions DTS en 2012 contre 25,0 millions DTS en 2011, soit une baisse considérable de 46,0%. En effet, la filière a connu une véritable régression car les exportations de l'année 2012 n'ont pu représenter que presque la moitié de celles de l'année 2011.

Les Importations

Les importations malgaches, estimées à 1655,5 millions de DTS en 2010, ont accusé une baisse de 20% en valeur par rapport à celles de 2009. Cette baisse résulte essentiellement de la réduction de nos importations en biens d'équipement, aussi bien en volume qu'en valeur, respectivement de -21% et de - 44,4%. Ces biens représentent 43,2% de la valeur totale des importations. Ce qui signifie qu'il y a eu une réduction des investissements à Madagascar en 2010 suite à la persistance de la crise.

La baisse globale s'explique également par une régression de la valeur des importations de biens de consommation de 16,1%, des produits de la rubrique «autres régimes douaniers » de 35,2%, des produits des zones franches de 7,1% et des matières premières de 0,7%, ayant une part respective de 13,4%, 3,7%, 13,2% et 16,9% dans la valeur totale des importations. Par contre, les importations de la catégorie de produits « Energie » et « Alimentation » ont connu une hausse de 61,9 et 11,7 millions de DTS respectivement.

Principaux fournisseurs

Les principaux fournisseurs assurant 45,1% des importations de Madagascar sont : la Chine, les Etats-Unis, la France, l'Afrique du Sud et le Bahreïn. La Chine occupe la première

place en accaparant 15,6% du marché. Cette préférence pour les produits chinois s'explique par la compétitivité de leurs prix

- Une importante augmentation de besoin en énergie, notamment le pétrole, avec 469,7 millions

DTS contre 397,4 millions DTS en 2011, soit une hausse de 18,2%, attribuée particulièrement à la consommation des grands projets miniers tels qu'Ambatovy Minerals S.A à Moramanga et Toamasina, et à la consommation de la JIRAMA caractérisée par l'utilisation de l'énergie thermique ;

- Une hausse de la valeur des matières premières et pièces de rechange avec 376,8 millions DTS en 2012 contre 319,5 millions DTS en 2011, soit un accroissement de 17,9% ;

- Un accroissement en besoin des produits de la Zone Franche avec 291,1 millions DTS en 2012 contre 280,4 millions DTS en 2011

- Une augmentation en besoin de biens d'équipements avec 243,8 millions DTS en 2012 contre 226,5 millions DTS en 2011, soit une variation de 7,6%.

- Analyses critiques des institutions régissant les règles d'action menées par l'Etat pour promouvoir le commerce international par rapport aux théories institutionnalistes

Les données ci-dessus montrent t que Madagascar ne profite pas encore pleinement des opportunités ou des gains de compétitivité offerts par le commerce extérieur. Cependant, Si on analyse bien les différentes règles d'action énuméré précédemment, on peut constater que ce sont des mesure parfaites et infaillibles pour faire du commerce international le moteur de la croissance économique. Pourtant, ce n'est pas le cas ; Madagascar reste toujours peu compétitif, le commerce international a une croissance molle. On se demande alors pourquoi Madagascar malgré ces mesures est toujours aussi peu compétitif. On va y répondre mais toujours en se référant aux théories institutionnalistes.

D'après le contexte évoqué ci-dessus, on peut constater que la politique principale promu à Madagascar est la libéralisation des échanges, c'est-à-dire faire confiance au marché pour résoudre les problèmes commerciaux, mais il arrive que l'Etat intervienne aussi pour créer les conditions favorables à la croissance économique. Or si l'on se réfère à la théorie de Von Hayek sur l'hypothèse de l'ignorance relative et de la fragmentions des connaissances du à l'imperfection de l'information. Von Hayek stipule que cette fragmentation de connaissance empêche les acteurs économiques de prendre des décisions efficaces. Même l'Etat est susceptible d'être victime de cette fragmentation de connaissance, il ne possède pas toutes les informations nécessaires pour prendre des décisions alors que s'il n'est pas suffisamment informé, son intervention sera néfaste. Prenons par exemple le cas du protectionnisme. Le Protectionnisme est nécessaire pour protéger les entreprises naissantes locales afin de les protéger des produits étrangers et les laisser le temps d'apprentissage technologique ou « Learning by doing » maos cette protection ne doit pas durer trop longtemps car s'il dure trop longtemps, les entreprises en questions vont devenir des monopoles alors que le monopole opprime les activités économiques et empêche surtout l'apprentissage technologique. Au final l'industrialisation n'aura pas lieu. Ainsi à Madagascar, si l'Etat veut adopter le protectionnisme, il doit bien observer si les entreprises locales ont déjà terminé l'apprentissage (déjà compétitif) ou pas,

si oui l'Etat doit arrêter de les protéger sinon les conséquences seront désastreuses. A Madagascar, le protectionnisme se fait n'importe comment, il ya des entreprises qui ont vraiment besoin de protection, mais n'en bénéficie pas. Prenons l'exemple typique du Karenjy qui est une industrie automobile naissante. Actuellement elle est étouffée par les produits étrangers comme la TOYOTA..... C'est une industrie qui n'a pas encore eu le temps d'apprendre la technologie, et elle ne le pourra pas si l'Etat ne le protège pas, et au final si ca continue, cette entreprise va fermer ses portes. Ainsi, l'interventionnisme Etatique peut être la cause de ce non compétitivité de Madagascar face au commerce extérieur.

A partir de cette théorie de fragmentation de connaissance et de l'imperfection de l'information, on peut aussi tirer une autre cause du non compétitivité de Madagascar. Précédemment, on a vu qu'une des orientations prises par l'Etat est l'échange loyale et saine, cependant, la réalité est que surtout pendant ces 5 dernières années, on a surpris des exportations illicites des richesses naturelles Malgaches (bois de rose, pierres précieuses, tortues....). Ce qui signifie n'est pas informé de toutes les transactions qui s'effectuent avec les étrangers. Ceci est vraiment néfaste pour l'Etat puisque cela signifie que des milliards de profits échappent à l'Etat alors qu'il pourrait s'en servir pour développer le commerce. Von Hayek insiste sur la réduction des zones d'ignorances pour que l'asymétrie informationnelle le soit pas un frein au développement ; mais à Madagascar, cette zone d'ingérence est encore très large, c'est pour cela qu'aujourd'hui par ci et par là des transactions illicites de richesses naturelles Malgache. Un exemple flagrant et insaisissable est l'exportation de Vanille. On est réputé comme le premier exportateur mondial de la vanille, mais pourtant elle rapporte peu car on est victime de l'inégalité en termes de l'échange. L'Etat devrait intervenir pour régler ce problème. Pour conclure, si on se réfère à la théorie institutionnelle, Madagascar est encore loin du développement du commerce extérieur. Veblen dit qu'une activité économique est le processus cumulatif d'adéquation des moyens à des fins qui changent de façon cumulative, mais à Madagascar les moyens ne sont pas adéquats aux fins recherchés. Ce qui fait que jusqu'à maintenant le commerce internationale est encore incapable d'assumer son rôle de moteur pour la croissance économique.

Cette non compétitivité peut également s'expliquer par la théorie de séquence causale cumulative de Veblen qui signifie qu'un effet est la cause d'un nouvel effet : la crise économique mondiale des pays occidentaux on causé la baisse de la demande extérieur, ce

qui a fait baisser le volume de l'exportation et donc de l'accentuation du déficit budgétaire alors que l'importation est presque incompressible

Section 2 : Institutions et industrialisation

On dit que tout pays qui veut se développer doit obligatoirement passer par l'industrialisation. On a vu dans la première partie que les institutions établies pendant la période féodale ont permis à Madagascar d'accéder à l'industrialisation. Mais après 54 ans d'indépendance, on n'a jamais eu l'occasion de l'atteindre. Pour y voir plus claire, on va analyser par l'intermédiaire des institutions pourquoi Madagascar n'a toujours pas atteint l'industrialisation.

- Caractéristiques des industries à Madagascar

Les entreprises industrielles de Madagascar sont concentrées autour de trois branches :

-l'industrie alimentaire,

-l'industrie de bois

-l'industrie textile

-les atouts du secteur industriel :

Les industries exportatrices de Madagascar sont très performante, telles sont les cas des zones franches. De plus, La libéralisation va promouvoir le développement de ces entreprises industrielles ; ces entreprises bénéficient également d'une marge conséquente pour accroître leurs compétitivités car la répartition de leur valeur ajoutée permet de comprendre que la majorité de la valeur ajoutée peut servir d'autofinancement vu la faiblesse des charges liées à la production par rapport au prix de vente. Il faut noter que même si les rentes dégagés par ces industries vont dans les poches des industries, leurs implantations dans notre pays nous sont avantageux car elles nous permettent de réduire le problème de chômage et entraînent le transfert technologique dans notre qui en passant peut nous conduire à l'industrialisation.

- Les problèmes rencontrés par le secteur industriel :

- La faiblesse des infrastructures physiques et sociales

- Les coûts élevés des facteurs de production et de leurs disponibilités, en particulier l'énergie

- La faible compétitivité des unités de production ;
- Les difficultés d'accès au financement et aux technologies ;
- L'insuffisance de dialogue et de concertation Etat-secteur privé ;
- La volatilité des taux de change et ses effets sur la compétitivité des unités industrielles ;

- L'étroitesse et la segmentation du marché intérieur ;
- Un climat des affaires pesant ;
- Un climat politique source d'incertitudes avec les crises répétitives à la suite de périodes de croissance.

- les politiques adoptées par l'Etat pour promouvoir le développement de l'industrie :

- Décisions incitatives en matière fiscale

- intervention directe de l'Etat dans l'orientation de la politique en matière d'investissement

- libéralisation des marchés du commerce extérieur

- incitation des investissements directs étrangers

- Situation de Madagascar face à l'industrialisation

Les sources de blocage en matière de développement des industries sont d'abord d'ordre interne ou d'ordre institutionnel. Une enquête auprès des investisseurs ont permis de constater que le principal problème rencontré par ces investisseurs est la complexité des démarches administratives, la non transparence des dispositions légales et réglementaires constituent les principales raisons d'hésitation des investisseurs. La cerise sur le gâteau est l'instabilité politique qui accentue l'asymétrie de l'information empêchant les investisseurs d'obtenir des données fiables de rentabilité, ce qui les empêche d'investir à Madagascar

Depuis l'indépendance de Madagascar, l'industrie affiche un bilan mitigé car les politiques, les stratégies de développement et les actions de l'Etat pour asseoir son développement ne l'ont pas permis d'émerger et de devenir un moteur de croissance économique. Madagascar est même qualifié de pays « **industriellement en retard** » dans le

Rapport sur le développement économique en Afrique de 2011 avec un niveau d'industrialisation relativement faible par rapport à la moyenne africaine.

- Analyse critique par rapport à la théorie institutionnalistes

Selon les économistes institutionnalistes, dans un pays sous développé comme Madagascar, la principale source de problème économique est l'asymétrie de l'information ou l'imperfection de l'information (thèse évoqué par Herbert Simon). Cette imperfection de l'information remet en question les thèses néoclassiques de rationalité des agents économiques d'où le concept de rationalité limitée qui signifie que les agents ne sont pas en mesure de disposer de toutes les informations pour prendre des décisions efficaces. Olivier Williamson stipule que face à cette imperfection de l'information, les agents économiques deviennent opportunistes, c'est-à-dire qu'ils sont prêts à tromper ses semblables afin de maximiser son profit, d'où l'émergence flagrant de piratage, de corruption, de fraude....a Madagascar. Ce qui décourage la créativité et la production et au final le découragement à l'investissement. C'est là l'une des causes la plus importante du retard industriel à Madagascar.

Une autre cause du retard industriel de Madagascar aussi vient de l'imperfection du marché, Thèse soutenue par tous les économistes institutionnalistes. Normalement, le marché a pour rôle de signaler par l'intermédiaire du prix les opportunités d'investissement, mais à cause des instabilités politique et institutionnelles, la marché ne peut accomplir cette tâche, le marché est impuissant face aux problèmes de stabilité, alors les investisseurs hésitent de s'engager, ce qui empêche l'industrialisation de Madagascar. Cette instabilité politique peut s'expliquer par la théorie d'opportunisme de Williamson. On sait que la détention du pouvoir est une source aubaine de rente, ce qui fait que beaucoup d'individus convoitent le pouvoir ; or il n'est pas facile d'accéder au pouvoir sans un engagement de mouvement populaire car la démocratie ne peut pas la garantir pour renverser celui qui détient le pouvoir. Ceci devient in cercle vicieux. C'est à cause de cette notion d'opportunisme aussi que les élites ne s'entendent pas et pose de problèmes de gouvernance. Cependant tant qu'il y a encore d'instabilité politique, les imperfections du marché vont s'accumuler et les investisseurs refuseront d'investir et au final, l'industrialisation n'aura pas lieu.

CONCLUSION

En guise de conclusion, on peut constater que l'étude des institutions pendant la colonisation a permis de comprendre les performances économiques de l'époque. L'institution du Tsena par le Roi Andrianampoinimerina a spécialement marqué cette période de royauté. Ce fut l'époque où le royaume Merina a acquis les caractéristiques d'un véritable Etat. On peut dire qu'il y a déjà eu une industrialisation pendant son règne. Cependant, l'arrivée des colonisateurs ont complètement détruits les institutions qui existaient pendant les périodes féodaux, c'était même l'objectif des colonisateurs afin de réduire à néant la légitimité des institutions Malgaches, ceci a été marqué par des différentes formes d'oppression : travaux forcés, impôts, oppression culturelle et éducative. En 1960, on a obtenu l'indépendance mais jusqu'à nos jours, Madagascar n'a jamais connu, même pas une petite lueur de développement. D'après cette étude, on peut constater qu'une des principales causes du sous développement de Madagascar était le mauvais choix politique des dirigeants mais aussi l'inefficacité des institutions établies par les dirigeants. Ainsi les économistes institutionnalistes ont eu raison de penser que les institutions et performances économiques sont étroitement liées. Et qu'à Madagascar, les institutions établies ne stimulent pas encore la croissance économique.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PARTIE I : LES ECONOMISTES INSTITUTIONNALISTES ET LEURS PRINCIPES DE BASE ...	2
Chapitre 1 : définition et historique de l'économie institutionnelle.....	3
Section 1:Définition de l'économie institutionnelle.....	3
Section 2 : définitions et caractéristiques des institutions	3
Section 3 : historique de l'économie institutionnelle	4
Chapitre 2 : LES DIFFERENTES THEORIES ET THESES DES ECONOMISTES INSTITUTIONNELLES	7
Section1 : l'école historique Allemande et l'institutionnalisme américaine	7
Section 2 : l'école autrichienne et l'ordo libéralisme	12
Section3 : La nouvelle économie institutionnelle	14
Section 4 : les courants Européens contemporains (1970).....	18
CHAPITRE 3 : LES TRAITS COMMUNS DES THEORIES DES DIFFERENTS ECONOMISTES INSTITUTIONNALISTES :.....	20
Section 1 : institutions, facteurs endogènes dans les études économiques	20
Section 2 : réfutation des théories traditionnelles néoclassiques	20
SECTION3 : le changement dans l'étude économique :.....	20
SECTION 4 : la notion d'émergence.....	21
SECTION 5 : liaison entre forme institutionnelle et croissance économique	21
PARTIE II : ANALYSE DES PRATIQUES ECONOMIQUES DE MADAGASCAR PAR RAPPORT L'ECONOMIE INSTITUTIONNELLE	22
Chapitre 1 : histoire des institutions économiques malagasy	23
Section1 : institutions économiques Malagasy avant la colonisation	23
Section2 : institutions économiques Malagasy pendant la colonisation	29

Section 3 : les institutions économiques Malgaches après la colonisation	31
Section 4: Constat ou analyse critiques sur les différents modes de gouvernance qui se sont succédé en référence avec les théories des économistes institutionnelles.....	35
CHAPITRE 2 : CONSTAT DES INSTITUTIONS ECONOMIQUE ACTUELLES DE MADAGASCAR	36
Section1 : les qualités structurelles des institutions malgaches (pour accéder à l’OAO)	36
Section2 : les défaillances des institutions économiques Malgaches.....	40
Chapitre 3 : ANALYSE DU LIEN ENTRE SITUATIONS ECONOMIQUE DE MADAGASCAR ET INSTITUTIONS	42
SECTION 1 : institution et commerce internationale	42
Section 2 : Institutions et industrialisation.....	51
CONCLUSION	54

BIBLIOGRAPHIE

Manuels et ouvrages :

Mireille Razafindrakoto ; Francois Roubard : *énigme et paradoxe*, MIRD, UMR DUAL , Paris France

Jean Christophe Carrret, Bienvenu Rajonson, Paul Jean, Jury Brand : l'environnement à Madagascar, un atout à préserver, des enjeux maîtriser

Rapport de la Banque Mondiale num 54277-MG

Rapport du projet MADIO : n°9663/E « Madagascar à l'heure de l'ouverture économique : la croissance peut-elle venir des entreprises exportatrices ? »

BAIROCH P., « *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe Siècle* », La découverte, 1976, Paris, p.258

BARELIER A., DUBON J., DUPHIL F., « Exporter : pratique du commerce international », Fouchercfce, 2000, Paris, p693

BLJON Jean François, « Exporter à Madagascar », Ubifrance : s.l. 2004, p265

CARON Bruno, « Exporter en Afrique du Sud », Centre Français du commerce extérieur, 2002, Paris, p195

DEMOVE Mario, MATHIS Jean, « Le Commerce international », Bordas, 1987, Paris, p336

GRANGE Jean Marie, « Obtenir des grands contrats à l'étranger », Dallaz-Sirey, 1992, Paris, p305

HECKSCHER E., "The effect of foreign trade on income Distribution", in *Economic Journal*, 1919, 7, pp.55-77

KRUGMAN P., OBSTFELD M., et al. « *Economie internationale* », 7ème édition Pearson Education France, 2006, Paris, p.52.

LAFAY Gérard, HERZOG Colette, CEP II , « Commerce international : la fin des avantages acquis », Economica, 1989 , paris, p407

LINDER S. B., "An Essay on Trade and Transformation", John Wiley and Sons, 1961, New York, p521

LINDER S. B., "An Essay on Trade and Transformation", John Wiley and Sons, 1961, New York, p368- 450.

LINDER S. B., "Trade and Trade Policy for Development Theory", 1967, Londres, p.125-135.

MARQUET Yannick, "Négoce international des matières premières », Eyrolles, 1992, Paris, p248

OHLIN B., "Interregional and international trade, 1933, Cambridge", pp.269-396

PASCO Corinne, "commerce international", Dunot, 2004, Paris, p153

PHAN Duc-Loi, « L'économie mondiale entre le libre - échange et le protectionnisme », Cujas, 1993

RAINELLI Michel, « Le commerce internationale », La découverte, 1996, Paris

RAINELLI Michel, « La nouvelle théorie du commerce international », La découverte, 1997, Paris, p121

VERNON R., 1966, «International Investment and International Trade in the Product Cycle», Quarterly Journal of Economics, 80, pp.190-297.

MEFB/USAID/INSTAT, 2005, *Rapport de l'enquête sur les entreprises à Madagascar – 2005*, p.36-40.

Mission économique à Tananarive – Ambassade de France, 2007, *Le commerce extérieur de Madagascar en 2006*, p.1-4

ANNEXE

LISTE DES SCHEMAS ET GRAPHES

Figure 1 : la séquence causale à l'œuvre du changement.....	17
Figure 2 : degré de violence en Afrique.....	38

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Exportation des produits de nature végétale en 2010.....	45
Tableau 2 : liste des principaux destinataires.....	46

NOM : MILARISOA

PRENOMS : Tefinjanahary Sitrakiniavo

TITRE : analyse des situations économiques actuelles de Madagascar par l'intermédiaire de l'économie institutionnelle

NOMBRE DE PAGE : 54

TABLEAUX : 2

SCHEMAS : 1

GRAPHE : 1

RESUME

Après 54 ans d'indépendance, Madagascar se trouve toujours dans une immense pauvreté dont on n'arrive pas encore à saisir l'origine. Ce livre essai d'éclaircir cette énigme en analysant si les institutions instaurées à Madagascar stimulent la croissance ou non. En effet, certaines institutions constituent un frein au développement et croissance de Madagascar. Tel est le cas de celles qui créent des instabilités politiques qui constituent les principales causes de la baisse des investissements entraînant à son tour l'élévation du taux de chômage, la sous industrialisation, la baisse du PIB, la diminution des rentes provenant du commerce internationale. Il en est de même pour celles qui incitent les détenteurs de pouvoir à profiter de leurs autorités sans se soucier de l'intérêt de tout le monde comme l'institution qui consiste à considérer les dirigeants comme des « Ray aman-dReny » (des parents) à qui on doit du respect. A Madagascar, il y a aussi des mauvaises pratiques qui deviennent courantes et qui vont finir par devenir des institutions mais qui sont pourtant contraire au bien être collectif (institutions funestes de Veblen) comme la prise de pouvoir au moyen d'un engagement de mouvement populaire, une pratique qui constitue la principale cause d'instabilité politique. Ainsi pour que Madagascar puisse un jour connaître son âge d'or il faut instaurer des institutions qui soient favorables au développement comme Gustav Von Schmoller l'a dit.

MOTS CLES : institutions, économie institutionnelle, développement, croissance, commerce internationale, rentes, instabilité politique, opportunisme, imperfection de l'information, ignorance relative

ENCADREUR : Professeur RAMIARAMANANA Jeannot

ADRESSE DE L'AUTEUR : lot II T 45 Besarety